# lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE — PARAIT LE MARDI — N° 277 — SEMAINE DU 18 AU 24 DECEMBRE 1973 — PRIX : 2 F


# le racisme fait la guerre aux travailleurs

# guerre au racisme

## LES TRAVAILLEURS DOIVENT ANEANTIR CETTE VERMINE

# DANS NOTRE COURRIER

**Tandis que l'armée, couverte par toute la hiérarchie, continue ses brimades contre les appelés, la répression contre les objecteurs de conscience et ceux qui les soutiennent continue, comme en témoigne le courrier que nous recevons.**

**Nous sommes bien sûr solidaires de tous ceux qui protestent et qui luttent contre l'arbitraire des militaires.**

## Un communiqué du Comité de soutien à Jacques Deterne

Jacques Deterne, incarcéré à la maison d'arrêt de Metz, depuis le 25 janvier 1973 pour refus d'obéissance, vient de commencer une grève de la faim le lundi 3 décembre 1973...

Engagé volontaire, il veut résilier son contrat avec l'armée pour déposer une demande de statut d'objecteur de conscience ; sa demande a été rejetée.

Il vient d'être condamné pour la deuxième fois, soit au total vingt-quatre mois de prison ferme.

Par la grève de la faim, il réclame aujourd'hui le statut de prisonnier politique auquel tous les objecteurs de conscience ont droit.

**Comité de soutien Deterne**
9, rue de Bussy
33400 Talence.

## A propos de la quatrième conférence internationale : une lettre d'International Socialism (Grande-Bretagne)

Chers camarades,

Dans votre article sur la quatrième conférence internationale **(L.O.** n° 273), vous faites différentes critiques quant aux positions politiques de notre organisation. Vous passez brièvement sur le problème du Moyen-Orient et à ce propos nous aimerions vous suggérer qu'il serait utile de discuter cette question par écrit quand vous publierez vos commentaires complets, comme vous avez émis l'intention de le faire, dans la **Lutte de classe.** De même, nous aimerions répondre à fond sur tous les autres problèmes que vous pourriez y soulever.

Il y a cependant un point de votre article que nous considérons comme une interprétation erronée de notre position. A propos de la question du MIR chilien, vous affirmez que nous étions d'accord **« dans une moindre mesure »** avec une position que vous attribuez à **Accion Comunista** et qui consiste à rejeter comme « trop schématique » l'analyse du MIR comme organisation centriste. Cela n'est pas le cas. En réalité, nos critiques du document présenté par L.O. étaient en partie basées sur le fait même que nous caractérisons le MIR comme centriste et que le document de L.O. ne tirait pas en fait de cette analyse les conclusions que Trotsky, lui, tirait à propos du POUM ou plus tard du PSOP. C'est-à-dire que nous avons précisément discuté de la nécessité de développer une stratégie qui permettrait aux révolutionnaires, selon vos propres termes, de **« gagner à la politique des révolutionnaires les meilleurs militants du MIR ».** Le document de L.O. ne discutait pas de la manière dont cela pouvait être fait, en dehors de l'affirmation (avec laquelle nous sommes d'accord) qu'il est nécessaire de souligner que le MIR est une organisation centriste. Trotsky n'en restait pas là. Il proposait des mesures et des revendications concrètes. Nous avons suggéré que dans ce cas aussi cela devait être fait. Nos deux camarades qui participaient à la discussion ont insisté là-dessus aussi bien que sur la nature centriste du MIR. Encore une fois, loin de rejeter cette caractérisation, nous l'acceptons de tout cœur. Il se peut que nous ayons mal lu l'article en question et que L.O. n'avait pas l'intention de sous-entendre que nous rejetions cette analyse du MIR mais dans ce cas nous espérons que cela clarifiera la question.

Si LO a d'autres critiques à faire de nos positions sur ce sujet, nous serons heureux d'en discuter dans le cadre suggéré plus haut.

Sa'utations révolutionnaires.

Pour IS,
**Richard KIRKWOOD.**

### La réponse de Lutte Ouvrière

**Nous sommes bien entendu tout à fait d'accord pour poursuivre par écrit avec les camarades de International Socialism les discussions amorcées lors de la dernière conférence internationale, tant sur le Moyen-Orient que sur le MIR. Nos appréciations sur les discussions qui ont eu lieu à la quatrième conférence internationale seront d'ailleurs plus longuement développées dans le prochain numéro de la** Lutte de classe **(n° 15).**

**En ce qui concerne le passage incriminé, les camarades d'International Socialism estiment qu'ils sont entièrement d'accord avec nous sur l'appréciation du MIR comme organisation centriste mais que le seul reproche qu'ils adressaient à notre document (publié dans la** Lutte de classe **n° 13, octobre 1973) est de ne pas avoir développé une stratégie par rapport au MIR.**

**Nous estimons, pour notre part, que leurs critiques ne se limitaient nullement à ce seul point. Dans la discussion, les camarades de IS ont surtout insisté sur ce qu'ils considéraient comme des caractéristiques « positives » du MIR, notamment son travail dans les cordons industriels et chez les paysans. Pour nous, l'essentiel était de caractériser globalement la politique du MIR, c'est-à-dire d'indiquer clairement l'impasse dans laquelle il conduisait les ouvriers et les paysans qui lui faisaient confiance, et non de rechercher les côtés « positifs » de telles ou telles de ses actions concrètes. Et si nous n'avons jamais eu, à plusieurs milliers de kilomètres de distance, la prétention de définir la tactique et la stratégie précises qu'auraient pu avoir des militants révolutionnaires chiliens par rapport au MIR, nous avons simplement affirmé qu'une telle tactique et qu'une telle stratégie, pour être efficaces, ne pourraient s'appuyer que sur une dénonciation sans concession de la politique du MIR et non sur une tentative de découper cette politique en rondelles en tentant d'en isoler les aspects positifs des aspects négatifs et en mettant en relief les premiers. C'est dans cette mesure, et compte tenu des critiques que nous ont adressées les camarades d'IS, que nous avons estimé qu'ils considéraient notre analyse du MIR comme « trop schématique ». Et, de ce point de vue, leur lettre n'apporte aucun élément politique nouveau si ce n'est un accord purement formel sur le terme « centriste ». C'est pourquoi nous espérons que la discussion ultérieure permettra de dégager les points d'accord et de désaccord à ce sujet.**

## Communiqué de presse du Comité de défense des appelés de Perpignan

Le Comité de Défense des Appelés a reçu la lettre suivante, envoyée par un groupe de soldats du 24e RIMA de Perpignan. Les brimades qui y sont énoncées sont le lot quotidien de centaines de milliers de jeunes travailleurs, étudiants et paysans, dans les casernes. Dénoncer l'embrigadement que subissent les soldats dans les « bagnes de la jeunesse », est une tâche de l'heure que le CDA s'efforce de remplir. La popularisation de cette lettre doit y contribuer.

*Briser le mur du silence qui entoure les appelés est une entreprise difficile. Nous croyons cela nécessaire non seulement pour nous mais aussi pour l'ensemble de la jeunesse qui passera par la caserne pour y apprendre à étouffer sa créativité, son besoin d'indépendance et de liberté ; étouffer sa révolte aussi, face à un arsenal de brimades et de sévices qui font oublier ce qu'est la dignité humaine.*

*Le 24e RIMA de Perpignan est un bataillon semi-disciplinaire. Fidèle à la tradition des Massu et Pinochet, l'encadrement entend former les jeunes à coups de trique et d'humiliations. Tous les abus y sont permis (n'ont-ils pas droit aux 7 % de pertes !) :*

*— Au peloton 73/06, on allait chercher sa permission du week-end en haut d'une corde de huit mètres, à la force des bras. Les moins costauds ne sortaient pas !*

*— Au peloton 73/08, on entraîne les appelés à la torture ! Au cours d'exercices sur le terrain, la bastonnade ainsi que le passage d'un fil de fer barbelé sur le corps sont le lot des « prisonniers », jusqu'à ce qu'ils crachent un « mot de passe » ou un message « bidon ».*

*— Avec le peloton 73/10, la continuité est assurée. Une faute, même très minime, au cours d'exercices de tir y est sanctionnée de la façon suivante : on attache le soldat dans un arbre avec un ceinturon toute la nuit. Dans la semaine du 4 au 10 novembre, six soldats ont passé ainsi la nuit, sous la pluie : c'est le « délice japonais » !*

*— Pour ceux qui sont exemptés de marche par l'infirmerie (lorsque leurs pieds sont abîmés), on réserve d'autres agréments, dont le plus subtil est de leur faire escalader un piton rocheux... en espadrilles.*

*Les faits cités ici sont les plus scandaleux. Enumérer l'ensemble des brimades qui font partie du lot des appelés serait trop long. Nous estimons que celles-ci doivent être connues de l'ensemble de l'opinion publique et nous nous y employons.*

Un groupe de soldats
du 24e RIMA de Perpignan.

## Montauban et Toulouse : procès contre les objecteurs

La vague de procès qui s'est abattue ces derniers mois sur tout le courant antimilitariste n'a point épargné les objecteurs de conscience insoumis à l'Office National des Forêts.

Plusieurs condamnations ont marqué la volonté répressive du gouvernement à leur égard. Parce qu'ils refusent de se soumettre au décret para-militaire de Brégançon, à l'affectation arbitraire à l'ONF ; parce qu'ils réclament l'abrogation de l'article 50 du Code du service national qui restreint la diffusion du statut d'objecteur, la liberté d'expression pour tous ceux qui effectuent le service national et la reconnaissance du droit à l'objection pour toutes les motivations, y compris politiques, ils se retrouvent devant les tribunaux.

Aujourd'hui, c'est à Montauban et à Toulouse que la répression se prépare à frapper. En effet, à Montauban, le 14 décembre à 14 heures, aura lieu le procès d'Olivier de Scorbiac, prévenu d'avoir abandonné son poste à l'ONF en signe de solidarité avec ses camarades insoumis. A Toulouse, c'est le 20 décembre à 13 h 45 que se tiendra, devant la 5e chambre correctionnelle, le procès d'un objecteur de conscience insoumis : Antoine Alvarez.

Le Comité de lutte des objecteurs appelle à manifester notre totale solidarité avec les insoumis, en participant aux rassemblements de protestation qui auront lieu devant les tribunaux aux jours et heures des procès.

**Comité de lutte des objecteurs**
42, avenue Etienne-Billières
31300 Toulouse.

## Une lettre de Daniel Guérin

Camarades,

Pierre Halbwachs, directeur de publication de **Lutte Antimilitariste,** vient d'être inculpé sur plainte de M. Ga'ley, ministre des Armées.

Au moment où les dirigeants de ce régime annoncent de plus en plus ouvertement qu'ils sont prêts à utiliser l'armée comme dernier recours pour défendre le système qu'ils incarnent, ils multiplient en même temps les atteintes à la liberté d'expression la plus élémentaire. L'inculpation de Pierre Halbwachs succède en effet à celle d'Henri Weber **(Rouge)** et du pasteur René Cruse **(Crosse en l'air).**

Par delà toutes les divergences, idéologiques ou politiques, il est nécessaire que la plus large unité se réalise contre la répression...

Salutations fraternelles.

Pour le collectif
du Comité Antimilitariste,
**D. GUERIN.**


Responsable de la publication :
Michel RODINSON

Composition :
L.I.T.O.
Département Presse Offset
4, rue du Bouloi

Impression : Roto technic Offset
Aubervilliers

Adressez toute correspondance à
**LUTTE OUVRIERE**
**B.P. 152-06**
**75 263**
**PARIS CEDEX 06**

**TARIF DES ABONNEMENTS**

**Ordinaires**

| | 6 MOIS | 1 AN |
|---|---|---|
| France ..... | 30 F | 50 F |
| Etranger ..... | 40 F | 65 F |
| Etranger avion ..... | 60 F | 120 F |

**Sous pli fermé**

| | | |
|---|---|---|
| France ..... | 70 F | 130 F |
| Etranger ..... | 80 F | 150 F |
| Etranger avion ..... | de 200 F à 340 F suivant pays | de 390 F à 650 F |

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

**C.C.P. RODINSON**
**PARIS-6851-10**

# Les racistes font la guerre aux travailleurs :

# *LA CLASSE OUVRIÈRE DOIT ANÉANTIR CETTE VERMINE*

**QUATRE morts, seize blessés, dont plusieurs seront définitivement mutilés : tel est le sombre bilan de l'attentat contre le consulat d'Algérie à Marseille.**

**Quels que soient les calculs politiques de ses auteurs et de ses inspirateurs, cet attentat, des plus ignobles et des plus lâches, parce qu'aveugle, parce que destiné à frapper des Algériens, n'importe lesquels, simplement parce qu'Algériens, est l'œuvre directe du racisme. Qui peut en douter, à part les pouvoirs publics français, dont la scandaleuse passivité devant chaque crime raciste — la police n'a pas trouvé un seul des assassins d'une douzaine d'Algériens tués durant l'été dernier — est elle-même le premier encouragement à tous les tueurs racistes ?**

**Les morts, les blessés de Marseille sont tous des travailleurs, comme l'étaient tous ceux qui ont été abattus lors de la vague d'attentats racistes de l'été. Ce n'est pas un hasard. C'est plus qu'un symbole. C'est que le racisme est dirigé contre les travailleurs, tous les travailleurs, quelles que soient leur race ou leur nationalité, qu'ils soient Français ou immigrés.**

**Le but ultime des tueurs, comme de ceux qui les commandent et de ceux qui les protègent, dans la police ou ailleurs, est bien clair. Il s'agit, en spéculant sur les préjugés les plus imbéciles, de diviser toute la population laborieuse, de désigner aux travailleurs français un bouc émissaire en la personne de leurs camarades immigrés, de dresser une fraction de la classe ouvrière contre une autre, de diviser pour mieux régner.**

**Les hommes politiques français, de droite ou d'extrême-droite, qui inspirent la campagne raciste, ceux qui la laissent faire en espérant en tirer parti, tous ceux-là sont prêts à armer les tueurs ou à fermer les yeux devant les agissements de ceux-ci, n'ont d'ailleurs pour ennemis arabes que les seuls travailleurs. Si demain les intérêts qu'ils défendent, ceux de la bourgeoisie française, l'exigent, ces mêmes hommes politiques seront prêts à s'entendre avec Boumediène, Bourguiba, le roi du Maroc ou celui de l'Arabie Saoudite, avec n'importe quel dictateur ou féodal arabe.**

**Malheur aux travailleurs français qui se laisseraient abuser ! Malheur à ceux qui, en adoptant une attitude raciste ou en colportant des propos racistes, encourageraient les assassins ! Malheur même à ceux qui, tout en désapprouvant le racisme, le laisseraient agir et ne s'y opposeraient pas activement ! Par là, en tombant dans les préjugés les plus vils et les plus stupides, ou en restant passifs devant ceux-ci, c'est à eux-mêmes qu'ils porteraient des coups.**

**Le racisme doit être combattu à tous moments, en tous lieux, partout où il ose se montrer, mais d'abord dans nos propres rangs à nous, travailleurs. Nous ne devons tolérer aucun propos raciste ni dans la bouche de notre voisin de palier, ni dans celle de l'épicier du coin, mais encore moins dans l'atelier ou dans le bureau.**

**En attendant, les tueurs racistes de Marseille, leurs inspirateurs et leurs protecteurs doivent savoir que les travailleurs refusent de se laisser diviser entre Français et immigrés. Ils doivent savoir que c'est à l'ensemble de la classe ouvrière, unanime, qu'ils se heurteront et qu'ils auront affaire, puisque c'est à elle qu'ils s'attaquent en réalité.**

**C'est pourquoi nous devons participer massivement à toutes les actions de protestation qui peuvent avoir lieu dès ce lundi contre l'ignoble attentat de Marseille, quelles qu'elles soient, grèves, rassemblements, meetings, manifestations, à l'appel des organisations politiques de gauche ou des syndicats qui pourraient et qui devraient en prendre l'initiative.**

**Face aux racistes d'extrême-droite, la riposte unie de la classe ouvrière s'impose.**

# A Marseille, des milliers de manifestants protestent contre ce crime odieux

VENDREDI à 11 heures, a eu lieu un attentat odieux au consulat d'Algérie à Marseille. Une charge très forte de plastic (certains disent 10 kilos) a été déposée dans le hall où de nombreux Algériens attendaient pour diverses démarches administratives. L'explosion de la charge a fait quatre morts, quatre blessés graves (certains ont été amputés d'une jambe, l'un a été amputé des deux). Il y a eu en outre une vingtaine de blessés plus ou moins atteints.

Cet attentat supposait une grande préparation. La méthode employée rappelle les méthodes de l'OAS. On se pose également des questions sur le fait que le consulat n'était plus gardé depuis plusieurs semaines alors qu'il y avait auparavant un car de police en permanence. Cela est d'autant plus curieux que les menaces de mort reçues au consulat étaient fréquentes et nombreuses.

Les criminels racistes qui ont perpétré cet attentat ont agi de façon délibérée en voulant tuer le maximum d'Algériens : l'heure choisie et le poids de la charge sont probants.

L'organisation d'extrême-droite qui revendique cet ignoble attentat porte le nom significatif de « Charles Martel », ce qui veut dire (et leur acte l'a prouvé) que leur but est d'assassiner et de terroriser les travailleurs algériens en France.

Mais la riposte a été vive et immédiate.

L'annonce de l'explosion a soulevé une vive émotion dans la ville, notamment dans la population algérienne.

Tout l'après-midi de vendredi, il y eut des Algériens massés devant le consulat. Dans quelques chantiers, les travailleurs arabes, dès qu'ils connurent la nouvelle de l'attentat, cessèrent le travail.

Ce fut aussi le cas sur le port dans un certain nombre de compagnies, où les dockers algériens furent parfois suivis par leurs camarades français : ensemble ils cessèrent une heure le travail.

Pendant ce temps, la CGT du port se contentait d'appeler « *tous les travailleurs du port à être vigilants et à déjouer toutes provocations et manœuvres de division* ».

D'autre part, une manifestation de deux cents étudiants eut lieu vendredi après-midi à Marseille, une autre à Aix en regroupait cinq cents.

Samedi dès 14 heures, à l'appel de l'Amicale des Algériens, deux mille Algériens se regroupaient en silence devant le consulat.

A 16 h 30, une manifestation se déroulait à Marseille à l'appel de nombreuses organisations dont le MTA, Lutte Ouvrière, Rouge, Révolution, l'UCF, Témoignage Chrétien, la CIMADE, le Comité de soutien aux travailleurs immigrés, les Comités anti-racistes, la Gauche Révolutionnaire, l'Humanité Rouge, etc. Elle regroupait mille cinq cents personnes environ, dont plus d'un tiers de travailleurs arabes. Conduites par les familles des victimes, elle descendit la Cannebière puis remonta à travers le quartier arabe jusqu'à la place d'Aix. Elle se déroula sans incident, la police s'étant limitée à protéger le journal raciste *Le Méridional* qu'elle pensait menacé.

La manifestation dense et résolue affirmait sa volonté de ne pas tolérer le racisme :

— *A bas le racisme qui divise les travailleurs ;*
— *Français immigrés, une même classe ouvrière ;*
— *Français immigrés, mêmes patrons, même combat ;*
— Méridional, *journal raciste, assassin ;*
— *Ils ont encore assassiné, racistes, fascistes, assassins.*

La manifestation se dispersa, place d'Aix, après qu'ils ont été demander aux manifestants d'être présents dimanche à la levée des corps des victimes.

Le dimanche, c'est une manifestation de plus de dix mille personnes qui a traversé dimanche la moitié de la ville et accompagné les corps des victimes à l'aéroport. Elle était essentiellement formée de travailleurs algériens, venus de Marseille et de nombreuses autres villes. Parmi les Français, assez peu nombreux, on comptait surtout des étudiants.

La manifestation était précédée des voitures transportant les corps des victimes qui devaient être ramenés par avion, en Algérie. Elle s'arrêta à l'entrée de l'autoroute qui conduit à l'aéroport. A la fin de la manifestation, les représentants de plusieurs organisations prirent la parole et un appel à la grève générale pour lundi fut lancé pour tous les travailleurs arabes par plusieurs organisations, dont le MTA.

Cette puissante manifestation reflète la volonté des travailleurs, arabes en particulier, de mettre un terme aux exactions racistes.

*Correspondant L.O.*

# sommaire


## EN FRANCE

### ● Leur nouvelle société...

**Page 6**
NON AU CHOMAGE, NON AUX LICENCIEMENTS.
— Peugeot (Sochaux) : la direction licencie des centaines de travailleurs sous contrat.
— SEMM (Trignac - Saint-Nazaire) : la lutte contre les licenciements.
— Renault (Cléon) : la direction brandit la menace du chômage technique.

**Page 7**
LES RESPONSABLES DE LA VIE CHERE.
— Indice du bluff : le gouvernement est bien placé.
— Les prix augmentent : la faute à qui ?
— Dis-moi qui tu protèges...

**Page 20**
— Le débat sur l'avortement : les hypocrites !
— Fanfaronnades et combats à fleurets mouchetés : Marcellin devant l'Assemblée nationale.

### ● Dans les entreprises

**Page 12**
— Echos des entreprises.

**Page 13**
ACCIDENTS DU TRAVAIL
— Elbeuf : Rhône-Poulenc a encore tué !
— Delle-Alsthom (Villeurbanne) : accident mortel.
— CII (Toulouse) : Capital assassin !

### ● Les travailleurs en lutte

**Page 14**
CIMENTERIES.
— Les manœuvres patronales font long feu.
— Dans les cimenteries de la région mantoise.
— Syndicats CGT ou associations de dames patronnesses.

**Page 15**
— Renault (Billancourt - île Seguin) : à la Peinture, la maîtrise en voit de toutes les couleurs.
— Texunion (Mulhouse) : le fond de l'air est chaud.
— Pas très diplomate, l'ingénieur !

## DANS LE MONDE

**Page 5**
ESPAGNE.
— Une justice aux ordres.
— Maigré la répression, la lutte continue.

**Page 9**
— Italie : le PCI fait de nouvelles offres de service à la bourgeoisie.
— Le canal de Suez : une voie d'eau intéressante pour les trusts pétroliers.

**Pages 10 et 11**
LES TRUSTS PETROLIERS ORGANISENT LA PENURIE.
— Les pays producteurs de pétrole à la merci des compagnies pétrolières.
— Sous le contrôle des monopoles.

## DIVERS

**Page 4**
— Revue de la presse d'extrême-gauche.

**Page 8**
— En bref.

**Page 16**
— Livres : **La deuxième révolution chinoise,** de K.S. Karol ; **Lioubimov, ville aimée,** de Andréï Siniavski.

**Pages 17 et 18**
— Feuilleton.

**Page 19**
— Cinéma : **Je sais rien, mais je dirai tout,** de Pierre Richard ; **Lo Païs,** de Gérard Guérin.



lutte de classe

**numéro 15**

Au sommaire :

**— La crise de l'énergie : une pénurie organisée par les trusts pétroliers.**

**— La conférence internationale de novembre 1973.**

**— La gauche doit-elle combattre ou soutenir la lutte des petits commerçants aux prises avec l'Etat ?**

**— International Socialism et la Révolution Permanente.**

# revue de la presse d'extrême-gauche

## La crise de l'énergie

**Si l'ensemble de la presse d'extrême-gauche s'accorde pour dénoncer l'utilisation de la crise pétrolière par les gouvernants pour tenter d'intimider les travailleurs, personne, si ce n'est** Front Rouge, **ne tente une analyse de la prétendue crise de l'énergie. Cela revient d'ailleurs soit à ne pas dénoncer de façon convaincante le bourrage de crâne qui tend à faire des pays arabes des boucs émissaires pour la prétendue crise de l'énergie, soit à reconnaître plus ou moins implicitement que les pays arabes en sont effectivement responsables tout en leur donnant raison.**

**Mais, dans un cas comme dans l'autre, les manœuvres des grandes compagnies pétrolières ne sont ni clairement analysées, ni clairement dénoncées.**

### rouge

Rouge **(n° 232 du 7 décembre 1973) voit avant tout dans la crise actuelle une manœuvre politique de l'impérialisme ; et si, dans sa conclusion,** Rouge **dénonce** « les grandes manœuvres énergétiques de l'impérialisme », **il ne s'explique guère sur le sens à donner à cette formule.**

La presse réactionnaire orchestre une campagne anti-arabe. (...)

Pourtant, derrière les intérêts pétroliers, la bataille est autrement complexe. On imagine mal que Fayçal, laquais fidèle de l'impérialisme, se soit mué du jour au lendemain en champion de la cause arabe. **En fait, depuis 1956, toute la politique impérialiste au Moyen-Orient vise à donner la direction du monde arabe à l'Arabie séoudite fidèle et raisonnable.** Aujourd'hui, grâce à sa position prépondérante dans la bataille du pétrole, le but est partiellement atteint : le prestige de Fayçal auprès des masses arabes peut en sortir redoré, et affaibli le rôle de l'Algérie et de la Syrie...

**Les grandes compagnies pétrolières ne sont pas davantage perdantes. Elles profitent d'abord de la crise pour « réajuster » leurs tarifs. (...)**

**Les grandes compagnies pétrolières songent à préparer l'avenir en investissant dans des zones géographiques plus sûres et dans de nouveaux secteurs énergétiques** (nucléaire notamment).

**D'autre part, si** Rouge **dénonce la propagande alarmiste du gouvernement, il brosse lui-même dans un autre article un tableau particulièrement sombre des conséquences de la crise pétrolière, aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis, dans le domaine de l'emploi.**

### INFORMATIONS OUVRIÈRES

Informations Ouvrières **(n° 635 du 5 au 12 décembre 1973) voit dans l'affaire du pétrole un moyen de pression brutale des USA sur l'Europe et le Japon leur permettant de rétablir toute leur suprématie. Pourtant, cette suprématie n'a jamais été réellement mise en cause et la « vassalisation » de l'Europe et du Japon leur est acquise depuis bien longtemps.**

Sans nier pour autant l'existence d'un problème réel de l'énergie, comme d'ailleurs d'un problème d'ensemble des matières premières (nous y reviendrons dans une prochaine chronique d'**Informations Ouvrière**), il faut donc y regarder de beaucoup plus près avant d'accepter une thèse que l'on présente de tous côtés avec tant de comp'aisance.

(...) L'affaire du pétrole sert d'alibi aux cercles dirigeants de l'impérialisme américain (qui marchent la main dans la main avec l'administration Nixon) pour leur permettre d'exécuter plus rapidement et plus facilement un plan dont les grandes lignes et les objectifs étaient arrêtés bien avant la récente crise du Moyen-Orient.

La récession, qui sera certes accentuée par la crise pétrolière, mais dont les causes sont ailleurs, doit permettre aux grands trusts US de réorganiser l'ensemble de leur dispositif à l'échelle mondiale. Dans quel but ? Dans le but de restaurer le capital américain dans toute sa puissance et dans toutes ses prérogatives sur les cinq continents, et de ramener, pour ce faire, de gré ou de force, les capitalistes européens et japonais dans le cadre limité des « responsabilités régionales » (Kissinger) auxquelles Washington entend les cantonner. Le Nixon-Round n'avait pas d'autre but. Pas plus que la prétendue réforme du système monétaire international. Pas plus que la négociation sur la nouvel'e charte atlantique chère à Kissinger.

Les bourgeoisies européennes et japonaises qui ne peuvent accepter la « vassalisation » que leur propose Washington tentent de résister de toutes leurs forces.

L'impérialisme US, par des moyens dont chacun peut aujourd'hui mesurer l'extrême brutalité, entend briser cette résistance.

### L'HUMANITÉ rouge

**Sous le titre :** « La crise pétrolière, responsables n°s 1 : USA et URSS ! », l'Humanité Rouge **(n° 208 du 6 décembre) ne conteste même pas que les pays arabes soient à l'origine de la crise de l'énergie. Elle se contente de justifier leur droit à disposer de leurs richesses à leur guise.**

**Pourtant, si aucun révolutionnaire ne songe à dénier aux Etats arabes le droit de disposer de leurs richesses, il est évident que la prétendue « crise de l'énergie » est bien antérieure au blocage des livraisons de pétrole par les Etats arabes. C'est là un aspect de la question que** l'Humanité Rouge **n'aborde pas.**

Si les pays arabes en ont assez d'être pillés, payés en monnaie de singe et remerciés avec du napalm, des chars et des diktats, à qui la faute ?

S'ils exigent de ne faire profiter de leurs ressources économiques que leurs amis ont-i's tort ?

Et s'ils attendent de leurs « amis » autre chose que des mots n'ont-ils pas raison ?

Et à qui la faute si ceux qui soutiennent l'agression sioniste au Moyen-Orient en subissent les conséquences.

Pour nous la chose est claire, le marasme, la récession, le chômage, les difficultés qui les accompagnent sont inséparables de leur cause véritable : le caractère impérialiste des économies occidentales, leur contenu capitaliste monopoliste, leur soumission à la loi du profit maximum.

En vertu de cette loi les pays occidentaux comme d'ailleurs les pays de l'Est et l'URSS où le capitalisme a été restauré, subissent un développement anarchique et hypertrophié. Pompant les richesses du tiers monde ces pays ont érigé en principe économique le gaspillage tandis qu'ils jetaient les pays pauvres producteurs de matières premières dans une misère toujours plus grande.

**Pour** l'Humanité Rouge, **la crise de l'énergie a cependant un aspect positif : le renforcement des tendances à l'unité européenne.**

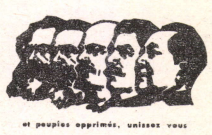
En mettant à l'écart les pays européens et le Japon pourtant directement concernés, eux dont l'économie est dépendante de la situation au Moyen-Orient, les deux superpuissances ont fait comprendre aux pays de l'Europe de l'Ouest que leur indépendance est liée à leur union. C'est là un fait positif qui contribue à affaiblir l'ensemble du système impérialiste.

**Renforcer les impérialistes européens, c'est, pour** l'Humanité Rouge, **affaiblir l'impérialisme mondial ! Curieux raisonnement.**

L'Humanité Rouge **précise cette idée dans un autre article :**

Nous considérons comme positives ces tendances à l'unité européenne, **dans la mesure où** elles contrecarrent la politique de double hégémonie des deux superpuissances et qu'elles font obstacle, notamment, aux visées expansionnistes de l'Union Soviétique qui continue à rassembler sur le flanc oriental de l'Europe une formidable concentration de troupes.

### front rouge



**Incapable de distinguer clairement la guerre du pétrole de la crise mondiale de l'énergie,** Front Rouge **(n° 93 du 29 novembre 1973) soutient les pays arabes et estime que leur politique affaiblit l'impérialisme.**

En réalité, si l'arme du pétrole est, aux mains des peuples arabes, une arme efficace pour isoler diplomatiquement l'Etat sioniste, la cause profonde de la réduction des livraisons est tout autre. (...)

La cause profonde de l'embargo, c'est la volonté des pays arabes de combattre le pillage impérialiste. (...)

Depuis quelques années, le rapport de force s'est modifié : l'impérialisme s'est affaibli, frappé par les luttes de libération nationale. Le mouvement des pays opprimés pour récupérer et vendre à leur juste prix leurs richesses nationales prend de l'ampleur. Les pays arabes producteurs de pétrole ont été à la tête de ce mouvement, parce que les ressources tirées de la vente du pétrole leur donnaient une certaine richesse et une certaine indépendance. Dès 1970, ils imposaient au cartel des trusts US du pétrole, des tarifs plus élevés, certains pays nationalisaient les sociétés d'exploitation. Aujourd'hui, ils estiment plus avantageux de conserver en terre leur pétrole plutôt que de le vendre contre des dollars ou d'autres monnaies qui dévaluent sans cesse ; d'autant plus que, les réserves de pétrole n'étant pas inépuisables, il viendra un jour où ils pourront le vendre plus cher.

Voilà la grande leçon de la crise actuelle : les pays arabes sont libres de disposer de leur pétrole comme ils l'entendent, au mieux de leurs intérêts. C'est une décision qui affaiblit l'impérialisme, même si les peuples arabes ne profitent pas tous, aujourd'hui, des royalties touchées par leurs gouvernements.

**Tout en reconnaissant incidemment (alors que c'est bien là le fond du problème) que les grandes compagnies pétrolières (c'est-à-dire l'impérialisme) trouvent leur avantage à une hausse des prix du pétrole du Moyen-Orient, qu'elles répercutent sur les consommateurs et qui leur permet de préparer leur reconversion vers d'autres sources d'énergie,** Front Rouge **conclut que** « les justes revendications du Tiers-Monde acculent l'impérialisme à revoir sa politique et aggravent les contradictions entre les différents impérialismes... c'est leur survie qui est en jeu ».

**Comme on le voit, les maoïstes ne sont pas à une contradiction près.**

### Le MONDE libertaire

**Quant au** Monde libertaire **(n° 196 de décembre 1973) il condamne nettement les pays arabes et le seul reproche qu'il fait aux pays impérialistes, c'est de s'être placés dans une situation de dépendance vis-à-vis des premiers !**

D'où vient alors que les gouvernements actuels n'aient pas prévu qu'en subordonnant la prospérité de leurs pays à l'expansion de l'automobile et au gaspillage du pétrole ils les condamnaient à une dépendance périlleuse à l'égard d'Etats instables et lointains ? (...)

Sans prétendre que ce soit entièrement la faute des gens qui détiennent le pouvoir si l'Afrique manque d'eau et si l'Europe risque de manquer d'essence, qui nierait que leur responsabilité soit lourdement engagée dans les conséquences que peuvent avoir ces deux dramatiques pénuries ? Avouons toutefois que les masses la partagent amplement, puisque souvent les politiciens, qui leur résistent pour le meilleur, leur obéissent pour le pire.

**Et dans un autre article :**

Les pays arabes, qu'ils aient un régime féodal ou un régime « national-socialiste », brandissent l'épée de Damoclès-pétrole au-dessus des nations industrialisées. En cela, dans le chantage qu'ils opèrent, rien ne les distingue des us et coutumes du système capitaliste. Pour les Etats, qu'ils soient développés ou non, tous les moyens sont bons. Une fois de plus, nous en avons encore la preuve. L'histoire se répète et l'éthique, que certains de ces pays brandissaient lors des luttes de libération nationale, semble bien loin ; nous sommes tentés de penser qu'ils n'en ont jamais eu.

## Espagne

# UNE JUSTICE AUX ORDRES

EN Espagne, la répression continue. Par la matraque, la prison et même la mort, le gouvernement essaie de faire taire la voix des opposants. Par la terreur il tente de maintenir en place un régime pourri.

A Barcelone, le procureur du conseil de guerre a requis la peine de mort contre un étudiant, Salvador Puig Antich, et trente et six ans de prison contre deux de ses camarades : ils avaient cambriolé une banque pour récupérer des fonds destinés à leur propagande contre le régime et avaient tué un inspecteur de la police politique au cours de l'opération.

D'autre part, le 20 décembre, doit s'ouvrir un vaste procès — le procès 1001, ainsi nommé d'après le numéro du dossier — contre dix dirigeants des commissions ouvrières, arrêtés il y a un an, lors d'une opération policière dans un couvent près de Madrid.

Malgré leurs efforts, et on connaît en la matière leurs tristes pratiques, police et justice n'ont pu retenir aucune charge précise contre les accusés. Aussi le procureur en est-il réduit à requérir contre eux des peines de douze à vingt ans de prison... pour « très mauvaise conduite socia'e » !

Quelle sinistre farce ! A qui donc Franco compte-t-il faire croire qu'il y a là dedans une ombre de justice !

Mais l'affaire n'est pas réglée. Le procès de Marcelino Camacho, Eduardo Saborido, Nicolas Sartorius et leurs camarades risque fort de donner du fil à retordre à Franco et à ses flics. Au lieu d'être un coup d'arrêt, il peut fort bien être à l'origine d'une forte mobilisation des travailleurs et des étudiants contre l'arbitraire du régime, ses mensonges et ses coups, et donner lieu à des grèves, des manifestations et des affrontements avec la police comme lors du procès de Burgos en décembre 1970.

En attendant, nous joignons nos voix à celles de tous ceux qui, en Espagne et ailleurs, s'élèvent contre ces sinistres comédies que sont les procès et contre la répression gouvernementale :

— LIBERTE POUR SALVADOR PUIG ANTICH ET SES CAMARADES !

— LIBERTE POUR LES DIX DE CARABANCHEL !

Isabelle DUBOIS.

## Malgré la répression la lutte continue

*Franco et ses sbires peuvent bien arrêter, emprisonner, frapper, ils ne peuvent faire taire la voix des mécontents qui s'élève dans le pays.*

*Mouvements grévistes et manifestations se multiplient.*

*Dans le Pays Basque comme dans les Asturies, depuis le début de décembre, de nombreux mouvements de grève ont éclaté pour obtenir des augmentations de salaire.*

*A Valladolid, début décembre, des ouvriers ont manifesté pour protester contre des sanctions prises par la direction de Fasa-Renault à la suite d'une grève pour des augmentations de salaire.*

*A Pampelune, ce sont des travailleurs du Bâtiment, récemment mis à pied, qui sont descendus dans la rue.*

*Certes, à chaque fois ils ont dû se heurter aux forces de police venues les disperser, mais la manifestation a quand même eu lieu et la voix des travailleurs s'est fait entendre.*

*Par ailleurs, depuis plus d'un mois, le travail a cessé aux Houillères du Nord, dans les Asturies, pour protester contre la mort de sept mineurs victimes d'un coup de grisou le 27 octobre et exiger un renforcement des mesures de sécurité. Et, depuis que l'entreprise a décidé, le 10 décembre, de lockouter les grévistes, la grève ne cesse de s'étendre dans les mines asturiennes.*

*Le régime franquiste peut bien brandir la matraque et multiplier les condamnations, il ne fait qu'augmenter la haine de la population laborieuse contre lui et ses maîtres et rendre chaque jour plus nécessaire de les balayer.*

I. D.



La police à l'œuvre lors d'une manifestation étudiante. Mais la ré pression n'a pu faire taire ceux qui luttent contre le régime franquiste. **(Ph. U.P.I.)**

## Portugal

# Nouvelle vague de répression

**Nous publions ci-joint les extraits d'un communiqué signé de plusieurs oppositionnels portugais émigrés en France.**

DEPUIS quelques semaines une nouvelle vague répressive s'abat sur de larges secteurs de l'opposition portugaise. La présente vague résulte de l'agitation publique que la divulgation de quelques-uns des massacres commis par l'armée coloniale portugaise, au Mozambique en particu'ier, a provoquée. Mais elle prend aussi son origine dans les problèmes de sécurité intérieure posés par la multiplication d'actions armées contre l'appareil militaire colonial, menées par des organisations de différents horizons politiques (ARA, Brigadas Revolucionarias, LUAR).

Cette intensification de la crise s'est aggravée lors de la dernière « farce » électorale pour le renouvellement de l'Assemblée nationale (octobre 1973), au cours de laquelle le régime a usé de la plus grande dureté à l'égard de l'opposition, en annu'ant ou en interrompant des séances électorales et même en arrêtant des candidats.

A cela s'ajoutent les mesures prises à l'encontre des universitaires et des intellectuels. On constate ainsi :

— des dizaines d'arrestations et de procès à l'encontre de professeurs et d'étudiants de tout le pays ;

— huit professeurs de Coimbra traduits devant les tribunaux, accusés d'avoir diffamé la police politique (DGS) ;

— jugement de quatre-vingt-dix étudiants de différentes facultés de Porto, accusés d'avoir réa'isé une manifestation pacifique, brutalement interrompue par les charges de la police ;

— l'étudiant universitaire Viriato Nunes, du Comité Electoral Démocratique de Porto, condamné pour avoir distribué des tracts ;

— le procès des « Trois Marias », auteurs d'un ouvrage littéraire, **Les nouvelles lettres portugaises** ;

— procès intenté à l'écrivain et journaliste Arthur Portela Filho, lors de la parution du troisième volume de **A Funda** ;

— suspension de trois journaux du Mozambique ;

— tandis que se poursuit le jugement des militants de l'ARA, qui avaient organisé de nombreuses attaques contre des installations civiles et militaires servant à la guerre coloniale.

Par ailleurs, l'arrestation à Lisbonne d'Herminio da Palma Inacio et de quelques-uns de ses compagnons appartenant à LUAR (Ligue d'Union et d'Action Révolutionnaire) vise à enrayer le processus révolutionnaire en acte depuis 1962.

Forte de cette arrestation, la police élargit la répression à de nombreux secteurs de l'opposition, notamment dans les milieux catholiques progressistes.

Pour ne citer que les cas qui ont le plus atteint l'opinion publique, il faut rappeler la persécution et les peines infligées au groupe de prêtres du Mozambique qui dénonça les massacres perpétrés par l'armée coloniale portugaise, ainsi que plusieurs autres prêtres au Portugal même.

Et, aussi, plusieurs personnalités catholiques progressistes viennent d'être frappées par cette vague répressive, dont Manuel Sevra, ancien dirigeant de la JOC.

Dans le secteur de l'extrême-gauche, le procès contre des militants du MRPP (Mouvement pour la Réorganisation du Parti du Prolétariat) se poursuit, tandis que plusieurs actions répressives sont menées contre les éléments les plus combatifs de la direction régiona'e de Lisbonne de l'Ordre des médecins, coupable d'avoir soutenu une grève des médecins qui voulaient un changement radical de la condition hospitalière.

Il faut que l'opinion mondiale sache que la vie d'un grand nombre de ces militants est en danger, le gouvernement de Caetano n'ayant jamais hésité à frapper à mort les militants les plus déterminés.

Paris, le 10 décembre 1973.

# Non au chômage, non aux licenciements !

## Peugeot (Sochaux)

# La direction licencie des centaines de travailleurs sous contrat

CHEZ Peugeot à Sochaux, la période de la « concertation », de « l'intéressement », ou encore du « volontariat », qui durait depuis des années, semble aujourd'hui bien terminée. La direction vient d'annoncer en quelques jours plusieurs mesures où il n'est plus du tout question de tout cela.

D'abord, début décembre, on apprenait que, pour ce mois-ci, il n'y aurait pas de samedi travaillé en volontariat, alors que cela était devenu depuis fin 1969 une pratique permanente à Sochaux.

Ensuite, le 5 décembre, à la réunion du CE, la direction annonçait que :

— deux cent cinquante-neuf travailleurs yougoslaves n'auront pas leur contrat provisoire renouvelé au 1er janvier 1974 ;

— plus de six cents travailleurs intérimaires risquent de ne pas être repris à expiration de leur contrat actuel ;

— un contingent de trois cents travailleurs trucs qui devaient arriver ces prochains jours à Sochaux ne seront pas embauchés.

Enfin, à une nouvelle réunion du CE, le 13 décembre, la direction annonçait, une semaine après Citroën, que l'usine de Sochaux fermerait, elle aussi, entre les deux ponts prévus de la fin de l'année, c'est-à-dire entre le vendredi soir 21 décembre et le mercredi matin 2 janvier.

A l'annonce de licenciements de deux cent cinquante-neuf travailleurs yougoslaves, beaucoup parmi les travailleurs français se sont contentés de dire que « c'était normal de donner du travail d'abord aux Français, d'abord aux demandeurs d'emploi de la région », et que de toute façon « les immigrés sont sous contrat provisoire », etc. Les travailleurs se raccrochent à l'espoir que la possible baisse d'activité pour ces prochains mois de l'industrie automobile, dont tout le monde parle, ne les touchera pas, eux, pour leur emploi ou leur paye.

Il y a pourtant une chose de sûre. Alors que les ventes de voitures n'ont encore subi aucune chute importante, alors qu'il n'y a encore pour le patron aucun impératif immédiat à licencier et à baisser la production, la direction a tenu dès à présent à donner clairement le ton : si « l'incertitude » des carnets de commandes pour l'année 1974 venait à diminuer les rentrées des bénéfices, c'est aux travailleurs que l'on présentera la note et à personne d'autre. Voilà ce que signifie ces différentes mesures, qui visent avant tout à tenter de créer parmi les travailleurs un climat de crainte pour leur emploi.

Dans les secteurs concernés, en particulier en Carrosserie, les syndicats CFDT et CGT ont réuni cent cinquante travailleurs français et yougoslaves pour discuter de la riposte contre les futurs licenciements.

Le lendemain soir, jeudi 13, deux cent vingt travailleurs yougoslaves ont été réunis par le syndicat CGT en dehors de l'usine. L'ambiance était tendue et le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il ne régnait pas une grande confiance dans la possibilité d'imposer une riposte efficace.

Les travailleurs yougoslaves ressentent l'absence de solidarité ou de combativité des travailleurs français et mettent plutôt en avant leur situation personnelle, aggravée par les menaces qui pèsent sur leur emploi (logement, crédits, etc.). La direction manœuvre dans ce sens-là, en faisant dire par la préfecture que les cartes de séjour seront prolongées de trois mois, que des inscriptions au chômage seront possibles et l'inspecteur du Travail a même ajouté du bout des lèvres qu'il y aurait quelques promesses d'embauche.

En tout cas, le soin que met Peugeot à créer un climat qui soit favorable à sa politique montre qu'il n'est pas si sûr que cela du succès.

Correspondant L.O.

(Ph. L.O.)

## Renault-Cléon

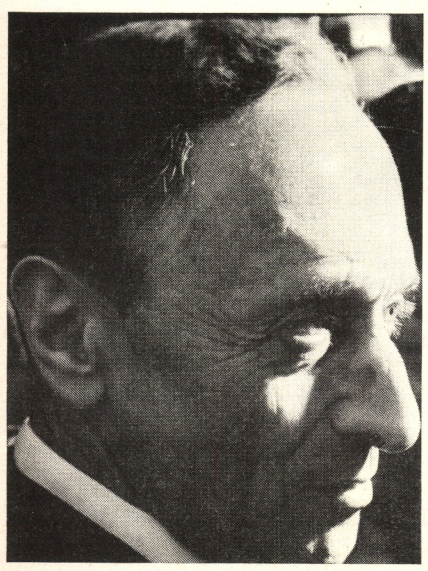
# La direction brandit la menace du chômage technique

VENDREDI 14 décembre, la direction de Cléon convoquait une réunion extraordinaire du CE pour annoncer un risque imminent de chômage technique pour trois cent seize travailleurs. Le prétexte de cette décision était la grève d'une usine de sous-traitance, la société Dynamic dans l'Essonne. Cette usine fournit à Cléon des soufflets d'étanchéité de boîtes de vitesse et des patins limiteurs de chaînes de distribution des moteurs. D'après la direction, le manque de patins se ferait sentir depuis quelques jours et obligerait à démonter les moteurs concernés, montés sans patin.

S'il n'est pas possible d'affirmer maintenant que la raison invoquée n'est qu'un prétexte, il n'en reste pas moins que cette menace de chômage s'inscrit parfaitement dans la campagne d'intoxication patronale visant à développer l'inquiétude parmi les travailleurs. La nouvelle est arrivée à l'usine en fin de semaine et n'a pas suscité pour l'instant de réaction. La CGT, tout en souhaitant que les revendications des grévistes de Dynamic soient satisfaites, en a profité pour reprocher amèrement à la direction d'être dépendante « d'un seul sous-traitant pour les pièces détachées ».

Reste à savoir si, dans les jours suivants, les travailleurs de Cléon toèreront si facilement une telle mesure d'intimidation.

Correspondant L.O.



A quand le chômage technique pour Dreyfus. (Ph. L.O.)

## SEMM (Trignac Saint-Nazaire)

# La lutte contre les licenciements

LA situation de l'emploi se dégrade constamment dans la région nazairienne. Plusieurs entreprises ont fermé leurs portes, dont Babcock-Atlantique. Actuellement, c'est la SEMM à Trignac, où sont construites les caravanes Trigano et Caravellair, qui est en passe de subir le même sort.

La SEMM emploie actuellement huit cents ouvriers dont près de trois cents intérimaires et cent à cent cinquante ouvriers sous contrat SEMM. Joffre, P-DG de la SEMM, prétextant les difficultés économiques de l'entreprise, a déjà essayé de se débarrasser des camarades intérimaires, ce qui lui a valu, le jeudi 29 novembre, un débrayage spontané et général des huit cents travailleurs de la SEMM qui sont venus chanter l'**Internationale** sous ses bureaux et, selon ses propres termes, **« gêner son travail en vue de la recherche d'un reclassement de tous les licenciés ».**

Les travailleurs sous contrat n'ont vu leur contrat renouvelé que pour un mois (habituellement, ce sont des contrats de un an, jamais moins de trois mois). Des travailleurs de différentes usines, intérimaires, ont reçu leur préavis de licenciement pour le 21 décembre. Et les titulaires eux-mêmes ne se sentent pas à l'abri du licenciement.

Face à cela, les deux syndicats CGT et CFDT, après avoir multiplié démarches et réunions au mois d'octobre, ont laissé passer un temps précieux et n'ont rien fait au moment où la SEMM avait encore des commandes à honorer et où l'on parlait de réorganisation ; et beaucoup dans l'usine pensent qu'il est actuellement trop tard pour lancer une action efficace.

Néanmoins, la combativité est grande ; on se remémore sur les chaînes de montage le bon temps de Mai 1968. Les débrayages succèdent aux débrayages. Dernièrement, quand on a appris que la direction refusait l'entrée de la SEMM, avant la reprise de 13 heures, aux intérimaires de MSO qui s'étaient réunis en assemblée générale le matin, c'est toute la SEMM qui est sortie des ateliers, est allée les chercher à la grille et les a ramenés devant les bureaux de Joffre. Et la manifestation du 30 novembre est la plus importante que les travailleurs de la SEMM aient jamais faite.

Une chose est certaine ; malgré l'apathie relative des syndicats, l'ensemble des travailleurs de la SEMM ne sont pas disposés à permettre à Monsieur Joffre de les jeter à la rue comme bon lui semble ; et s'il persiste dans cette voie, il peut s'attendre à des lendemains qui ne chanteront pas, si ce n'est au son de l'**Internationale.**

Correspondant L.O.

**Le 6 décembre, les travailleurs de la SEMM manifestent pour la garantie de l'emploi. La lutte n'en reste pas là.** (Ph. L.O.)

# Les responsables de la vie chère

## Indice du bluff :

# LE GOUVERNEMENT EST BIEN PLACÉ

L'INDICE des prix utilisé par le gouvernement pour en mesurer la hausse est un indice truqué. Dans sa constitution (mise au point par l'INSEE en 1970) entrent 295 articles, mesurant donc chaque mois 295 postes de dépenses d'un couple d'ouvriers ou d'employés. Et ces dépenses sont réparties en grandes catégories : alimentation, loyer, etc., comme l'indique le tableau I. Or la répartition réelle des dépenses d'une famille modeste n'est pas mesurée par les mêmes chiffres. D'après les chiffres publiés par le même Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, la consommation d'une telle famille s'effectue suivant les proportions indiquées dans le tableau II. Et, effectivement, chacun sait que, dans une famille de travailleurs, la nourriture compte pour presque la moitié des dépenses, que le loyer absorbe une bonne partie du salaire et que, pour le reste, il faut se restreindre et économiser sur les vêtements, sur les dépenses de santé.

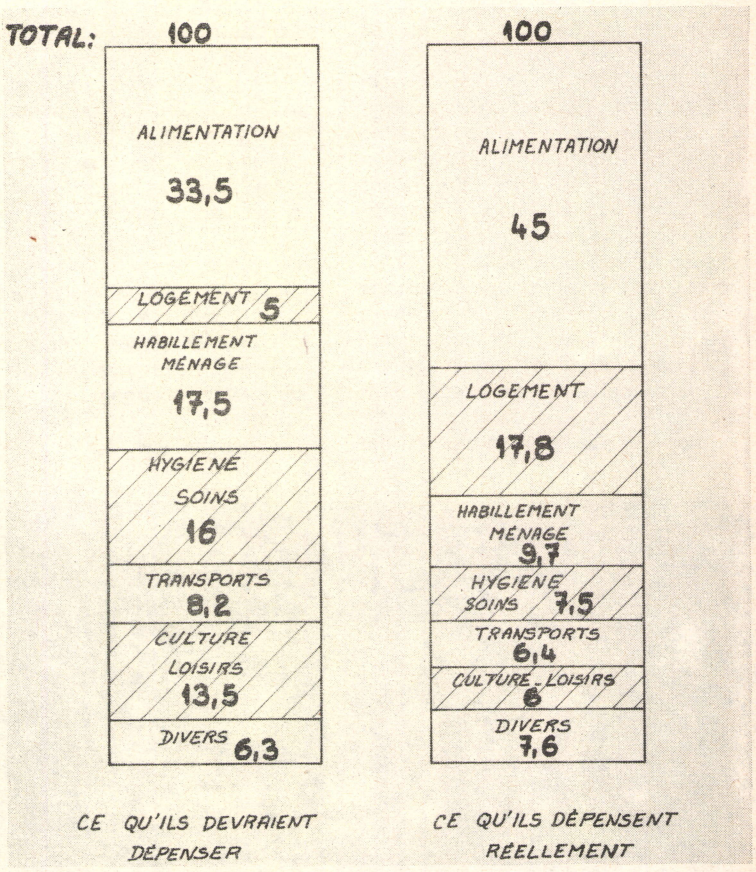
On voit donc que l'indice gouvernemental est bien loin de la réalité. Et ce n'est pas par hasard. Si les catégories « Alimentation » et « Logement » sont si scandaleusement sous-représentées, c'est d'une part qu'elles concernent des produits très sensibles à la hausse et d'autre part que ces produits fournissent l'essentiel des dépenses. D'ailleurs, pour juger de l'honnêteté d'un tel indice, il suffit de signaler qu'il compte le prix du pain au kilogramme en l'établissant à 1,35 F. Or, la baguette de 250 grammes coûtant 0,70 F, cela met le kilogramme réel de pain à 2,80 F !

Le résultat de tout cela : minimiser les hausses réelles. Supposons que les loyers augmentent, en trois mois, de 10 %. Avec la répartition réelle, la hausse globale serait de 1,78 %. L'indice des 295 articles, lui, n'indiquera qu'une hausse globale de 0,5 %. C'est ce qu'on appelle amortir... les hausses brutales !

Un tel indice, les travailleurs ne peuvent que s'en défier. S'ils veulent mesurer la hausse des prix et faire qu'elle entraîne, par un système d'échelle mobile, une hausse immédiate des salaires, il leur faudra créer un autre indice, le mesurer et le contrôler eux-mêmes.

En attendant, la seule façon de prendre cet indice au sérieux c'est peut-être, pour les travailleurs, de le mettre sous le nez de leurs patrons et de leur dire : « Le gouvernement affirme que mon loyer ne compte que pour 5 %, soit 1/20e, de mes dépenses. Moi, je veux bien. Alors, arrangez-vous pour me verser un salaire égal à vingt fois le montant de mon loyer ! ».

**Jean MASSARDIER.**




## Les prix augmentent :

# LA FAUTE A QUI ?

**POMPIDOU promettait 4 % au plus d'augmentation du coût de la vie pour l'année 1972-1973. Or, c'est de 12 % qu'officiellement les prix ont augmenté... Face à cette accélération vertigineuse, le gouvernement cherche des responsables et en trouve : le petit commerçant, coupable tout trouvé puisque c'est lui qui est en contact avec le consommateur. A juste titre, le petit commerçant proteste. Qu'à cela ne tienne. Messmer a bien d'autres coupables dans son sac. Il y a l'inflation mondiale, la crise du pétrole, l'augmentation du prix des matières premières, les salaires trop élevés, la soif de consommation du public, etc. Et pourtant... le principal artisan de la hausse des prix est l'Etat lui-même : le téléphone, la vignette, les hôpitaux, l'eau, le gaz, l'électricité, les chemins de fer, le métro, le timbre-poste, les impôts, les cigarettes... tout ce qui dépend de l'Etat augmente régulièrement.**

**Durant le mois de juillet, le téléphone est passé de 30 à 35 centimes la communication, l'abonnement mensuel de 29,46 à 35 F à Paris et a augmenté dans la même proportion dans les différentes villes de province, la redevance TV de 120 F à 130 F.**

**Durant le mois d'août, le prix du gaz domestique augmentait de 4 %, l'électricité de 3,6 % alors qu'au mois d'août 1972 le gaz et l'électricité avaient déjà été augmentés de 4 %.**

**Il est bien évident que ces augmentations touchant soit les services publics soit l'énergie ont pour conséquence l'augmentation en cascade de tous les autres prix.**

**Mais dans la valse des prix, l'Etat n'est pas le seul responsable et si ce sont les denrées alimentaires qui ont le plus augmenté, le petit détaillant n'y est pas pour grand-chose. Une partie des produits sont aux mains des grandes entreprises de distribution qui font payer des prix exorbitants pour le conditionnement.**

**Par ailleurs, les denrées alimentaires sont l'objet d'un autre type de spéculation, en particulier l'abaissement de la qualité. Ainsi, cette année, les pâtes ont augmenté d'environ 45 % alors qu'elles sont faites à partir de blés durs français, moins chers... et que le gouvernement a autorisé l'augmentation de leur degré d'humidité à la vente. Ainsi, elles pèsent plus lourd à l'achat. Le jambon peut être vendu d'après la législation à un taux d'humidité de 76 %, aussi les industriels ont mis au point un système qui permet de l'humidifier à 76 % en introduisant des produits qui retiennent l'eau. Certains jus de fruit sont délayés... on a même vu les six canettes de bière d'une certaine marque dont le prix a augmenté tandis que le contenu est passé de 33 cl à 25 cl.**

**L'ingéniosité des industriels est remarquable : soit on rajoute de l'eau, soit on supprime des matières grasses (ce qui est le cas pour un certain nombre de produits laitiers, les yaourts par exemple qui ont augmenté de 16 % tandis que leur teneur en matières grasses diminuait), soit on remplace la viande du pâté par de la farine et du lait et le pur porc des saucisses de Strasbourg par... du poulet, de la farine et des colorants...**

**Enfin, quand certains produits sont aux mains de monopoles, leur prix n'a plus aucun rapport avec un quelconque prix de revient, c'est le cas par exemple des détergents dont le prix de vente au public pourrait être la moitié de ce qu'il est si... les trois grands groupes mondiaux n'avaient passé de accords.**

**Le gouvernement accuse les petits commerçants mais se garde bien de dénoncer les vrais responsables, c'est-à-dire lui-même et les industriels...**

Christiane BARRUE.

# Dis-moi qui tu protèges...

*M. Marcellin, ministre de l'Intérieur, vient de démontrer qu'il est un fieffé menteur. En effet, il a fait parvenir aux services de police à la fin novembre une note disant exactement le contraire de ce qu'il disait dans le passé. En particulier, au moment de l'affaire des « clandés » lyonnais, Marcellin n'a pas cessé d'affirmer, la main sur le cœur :* « Non, la police ne protège aucun proxénète. S'il y a des protections, ce sont des bavures, des exceptions condamnables. » *Et voilà que dans sa note aux services de police, le ministre de l'Intérieur leur demande de lever la protection tacite — le « condé » — dont bénéficiaient jusqu'ici certaines maisons de prostitution en échange d'informations sur ceux qui les fréquentent.*

*Monsieur Marcellin reconnaît officiellement ce qu'il niait jusqu'à présent, mais ce dont tout le monde était sûr. On peut donc compléter un peu le portrait officiel du policier, pour le rapprocher un peu plus de son portrait réel, et le présenter maintenant comme étant un personnage sinon au service de la veuve, de l'orphelin... du moins du proxénète !*

*Bien sûr, Marcellin annonce la fin de ce système. Mais il faudrait être bien naïf pour le croire ! Autant croire un tricheur qui dirait* « D'accord, j'ai triché jusqu'ici, mais à partir de maintenant, je vais jouer honnêtement ». *Pour en être moins officiels, les « condés » existeront toujours. La note de Marcellin obligera sans doute les commissaires à être plus prudents s'ils ne veulent pas être pris, comme de vulgaires Javilliey, et les tenanciers à devenir plus discrets dans leur commerce.*

*Mais l' « assainissement » décidé par le ministre de l'Intérieur restera lettre morte. Et il ne peut en être autrement dans un régime où la police, pour défendre un système pourrissant, utilise nécessairement des méthodes et des hommes pourris.*

J.M

Il y a un an : les petits panneaux « Baisse sur la TVA » annonçaient la hausse des prix. Le bluff du gouvernement a fait long feu. (Ph. AFP)

# en bref... en bref... en bref...

## Kissinger, l'Europe et le pétrole

Dans un discours prononcé à Londres le 12 décembre, le secrétaire d'Etat américain Kissinger a donné sa position sur les rapports Europe-USA et le problème de l'énergie.

Alternant les menaces et les offres de collaboration, il a tout d'abord affirmé qu'il *« ne serait pas franc s'il devait cacher le malaise* (des Américains) *devant certaines pratiques récentes de la Communauté européenne dans le domaine politique »*. Autrement dit, Washington trouve intolérable que les Européens aient pu récemment se laisser aller jusqu'à faire une déclaration relativement anti-israélienne sans en demander l'autorisation. Que les bourgeois européens préservent leurs intérêts, d'accord, mais qu'ils veuillent bien le faire uniquement sous l'aile protectrice de Washington !

Après ce rappel à l'ordre contre toute velléité d'indépendance, Kissinger affirme qu'il ne veut pas la mort du pécheur et il propose aux Etats européens — et aussi au Japon — de constituer avec les Etats-Unis un « Groupe d'action pour l'énergie », afin d'élaborer une politique commune de l'énergie, et cela, bien entendu, sous la houlette de Washington. Au cas ou les Etats européens ne se laisseraient pas convaincre, il leur rappelle, menaçant, leur position de faiblesse : les bourgeoisies européennes seraient bien incapables d'avoir une politique indépendante.

La politique américaine est le reflet direct des intérêts des grands groupes pétroliers qui veulent organiser la pénurie d'énergie afin de sauvegarder leurs profits. Et quelles que soient les velléités d'indépendance des bourgeoisies européennes, exprimées par exemple par les ridicules prétentions du ministre français des Affaires étrangères Jobert, elles devront bien en passer par la volonté de la bourgeoisie US.

**Kissinger et Luns (secrétaire général de l'OTAN) : — Topez-la mon ami et merci pour les pétroliers américains.** (Ph. U.P.I.)

## Une campagne raciste dans la région vernonnaise

Le 7 décembre dernier, **Le Démocrate vernonnais,** un journal local de Vernon, publiait au milieu d'une série de communiqués, un communiqué de « l'Amicale des Algériens en Europe », qui était de toute évidence un faux. C'est ainsi que le « communiqué » appelait les « frères émigrés » à n'avoir jamais confiance dans l'ouvrier français, d'un « naturel raciste », et proclamait, entre autres ignominies de la même eau, **« après tout nous avons gagné la guerre et nous avons le droit de prendre des Françaises.**

Dès la parution de ce communiqué, l'Amicale des Algériens démentait en être l'auteur et portait plainte. Cela ne valut que quelques entrefilets dans la presse locale. Cependant, le communiqué, sous forme de tracts, était diffusé dans des boîtes aux lettres à Evreux, ainsi qu'aux usines Simca de Poissy et Renault de Flins. A Flins en particulier, à l'initiative de membres de la maîtrise, le numéro incriminé du **Démocrate vernonnais** circulait largement. Un certain nombre de racistes, tout en sachant pertinemment que le « communiqué » était un faux, avaient trouvé là encore l'occasion propice pour éveiller dans les ateliers les réflexions racistes.

La méthode utilisée, celle du faux, suffit à juger ses auteurs. Le caractère organisé de cette opération, débouchant sur une campagne raciste insidieuse, ne fait guère de doute. Quant au journal local qui s'est prêté à cette triste opération, pourra-t-il prétendre qu'il a passé ce communiqué de bonne foi, alors que le faux était tellement grossier que personne ne pouvait s'y laisser prendre ? Il s'est prêté, en fait, à une ignoble campagne raciste. S'il plaide l'ignorance, cela ne fera que démontrer l'absence totale de scrupules de ses rédacteurs. Et, si ce n'est pas de l'ignorance, alors, c'est de la basse crapulerie raciste.

## Bergeron au service des patrons

André Bergeron, secrétaire de Force Ouvrière, n'en finit pas de démasquer les responsables de la vie chère et de la crise. Un jour il crie haro sur le boutiquier, principal coupable de l'augmentation des prix, aujourd'hui c'est une catégorie de travailleurs qu'il met en cause : les travailleurs immigrés.

Abreuvant de ses conseils Pompidou et Messmer, dont il est devenu un interlocuteur assidu, il vient de leur lancer un appel pour que le gouvernement limite l'immigration. Il faut, dit-il, que le chiffre actuel de 1.700.000 étrangers qui travaillent en France ne soit pas dépassé. Propos qui peuvent paraître raisonnables au gouvernement, qui voit sans doute sans déplaisir un syndicaliste leur conseiller de prendre une mesure anti-ouvrière. Propos qui doivent aussi réjouir ceux qui, en ce moment, s'efforcent de développer en France une campagne xénophobe et raciste.

Certes, Bergeron se défend. Il veut le bien de tous : Français et immigrés. C'est dans leur intérêt qu'il intervient.

C'est le comble de la démagogie ! Bergeron ne recule vraiment devant rien. Ou plutôt si. Il recule devant le patronat et le gouvernement. Car s'il n'hésite pas à mettre en cause une catégorie de travailleurs pour, prétend-il, préserver les intérêts d'une autre fraction de la classe ouvrière, il se garde par contre de s'attaquer aux responsables de la crise qui menace, les capitalistes. Ceux-ci se sont enrichis dans des proportions colossales durant ces dernières années — les cinq cents plus grandes entreprises françaises ont vu leur bénéfice doubler en cinq ans — grâce au travail des ouvriers, français et immigrés, unis dans la même exploitation.

Les travailleurs qui se laisseraient duper par la propagande de ceux qui leur font croire que c'est la présence des travailleurs étrangers qui est responsable de la situation actuelle risquent de le payer cher à leur tour. Mais ceux qui participent à cette propagande se font les agents du régime. Ils doivent être dénoncés comme tels.

## Au lycée d'Enghien :

## Mobilisation des lycéens contre les sanctions de l'administration

L'administration du lycée classique et technique d'Enghien a cru pouvoir se débarrasser facilement de l'agitation politique au lycée.

En effet, par [illegible] deux élèves, connus pour leurs idées politiques, l'un de l'UNCAL, l'autre de LO, avaient pris la parole en assemblée générale le vendredi 30 novembre à propos du colloque Fontanet, l'administration les sanctionna de quatre jours d'exclusion le mardi suivant.

Aussitôt, la riposte s'organisa. Le lendemain une nouvelle assemblée générale rassembla deux cent cinquante élèves environ qui, dans une ambiance assez houleuse, décidèrent d'aller tous ensemble dire deux mots au proviseur. Celui-ci refusa de les recevoir et en quittant son bureau aperçut l'un des deux élèves dans la cour. Fou de rage, le proviseur l'avertit qu'il le ferait passer en conseil de discipline pour examiner son renvoi définitif.

Mais l'administration dut revenir sur sa décision, devant la mobilisation d'un grand nombre d'élèves soutenus par d'assez nombreux professeurs. Vendredi matin, des tracts distribués par une quinzaine d'entre nous, des affiches, des prises de parole à l'entrée, informaient qu'une assemblée générale se tiendrait à 10 heures dans la cour. Celle-ci fut un succès malgré les multiples pressions de l'administration (fermeture des portes au Technique, passage des surveillants dans les cours, menaçant d'avertissements tous ceux qui se rendraient à cette assemblée générale, etc).

Sous le préau plein, environ trois cent cinquante élèves et professeurs envoyèrent une délégation au bureau du proviseur qui, tout pâle, assura que le camarade ne serait pas renvoyé, **« il n'en a jamais été question... ».**

Une motion fut rédigée et votée par laquelle toutes les personnes présentes s'engageaient à poursuivre l'action au cas où l'administration ne tiendrait pas ses promesses.

Mais lundi matin, notre camarade reprenait les cours. Si l'administration est revenue sur le renvoi, elle se rattrape à présent sur les avertissements qui se multiplient pour tous ceux qui ont participé aux assemblées générales. Les professeurs sont également touchés et risquent de perdre une journée de salaire s'ils ne justifient pas leur retard aux cours, pour ceux qui ont assisté aux assemblées générales.

L'administration joue avec les vacances prochaines, mais nous ne sommes pas prêts à accepter sa loi. Nous continuerons à défendre la liberté d'expression au Technique comme au Classique et nous n'acceptons pas ses mesures d'intimidation.

Dès maintenant, des actions sont envisagées pour la rentrée, avec les professeurs. La lutte pour imposer la libre expression au lycée d'Enghien ne fait que commencer.

## Communiqué des éditions Maspéro (extraits) :

## VINCENNES SERA-T-ELLE FINALEMENT LA CAUSE MAJEURE DE LA LIQUIDATION DE MASPERO ET DE LA FERMETURE DE PLUSIEURS LIBRAIRIES REVOLUTIONNAIRES ?

**En effet, c'est à Vincennes qu'est écoulée la majeure partie des livres volés chez Maspéro (La Joie de Lire) et dans plusieurs librairies d'extrême-gauche telles que la Commune, Parallèles, Gît-le-cœur, Norman Béthune... Ces petites librairies sont sur le point de fermer et l'on sait que de très graves difficultés financières menacent l'existence des éditions Maspéro.**

**Si ces librairies et éditions disparaissent (ce qui serait une belle victoire pour le pouvoir et les fascistes), ce ne sera pas seulement en raison des procès intentés par Marcellin et des amendes infligées, mais aussi et surtout à cause des vols. Ces vols ont pris depuis plusieurs mois une ampleur démesurée : leur montant s'est élevé à plus de 50 millions d'anciens francs l'an passé chez Maspéro, et pour 1973 ils seront au total encore plus lourds. C'est dire qu'**en une seule année, le montant des vols est triple ou quadruple du montant total des amendes infligées depuis dix ans à Maspéro. **Il ne s'agit pas seulement des petits « piqueurs » qui prennent sans payer un livre qu'ils ont besoin de lire,** mais d'un véritable racket organisé : **un petit nombre de caïds, qui n'agissent pas directement, contrôlent des revendeurs et font agir ceux qui volent les livres, en leur fournissant des listes de commandes.**

**La marque la plus évidente, pour les livres volés chez Maspéro, est la présence à la dernière page,** d'un seul tampon noir « JL » **(Joie de Lire), les livres qui sont passés normalement par la caisse portent** deux tampons « JL » identiques, un noir, un rouge. **Les livres dont les** dernières pages ont été arrachées, **ou ceux dont la** dernière page **est** coupée en biais **pour faire disparaître le tampon, sont indiscutablement des livres qui ont été volés.**

**Les livres volés sont écoulés sur les quais, dans certaines librairies « honorables », du quartier latin, mais surtout dans certaines facs. Vincennes est le principal lieu d'aboutissement du trafic organisé par les gangs.**

Pour que Maspéro et les librairies révolutionnaires puissent continuer, venez à la Mutualité le 18 décembre, de 19 à 24 heures.

Comité de soutien-Vincennes
aux travailleurs de Maspéro
et des librairies révolutionnaires.

**ITALIE**

# LE PARTI COMMUNISTE ITALIEN FAIT DE NOUVELLES OFFRES DE SERVICE A LA BOURGEOISIE

**LE PCI, « le plus grand Parti Communiste d'Europe occidentale », comme il aime à s'appeler lui-même, est aussi le plus à droite. Depuis longtemps déjà, toute sa trajectoire politique consistait en une dérive continue vers une politique d' « union nationale » avec la bourgeoisie. Et les Togliatti, Luigi Longo s'étaient maintes fois signalés par leur politique ostensible de « main tendue ». Mais la dernière initiative de Berlinguer prouve que, si le PCI continue sa politique d' « offres de service », plus cela va, et plus il baisse ses prix.**

## LE « COMPROMIS HISTORIQUE »

**Le 12 octobre dernier,** Rinascita, **l'hebdomadaire du PCI, publiait un article du secrétaire général qui, prétendant tirer des « leçons » du massacre chilien, en déduisait que la seule manière d'éviter en Italie un « choc frontal » avec la droite, c'était... de tenter d'aller au gouvernement avec elle !**

**Voilà ce qu'écrit Berlinguer :** « Il serait absolument illusoire de penser que, même si les partis et les forces de gauche parvenaient à atteindre 51 % des voix et de la représentation parlementaire, ce fait suffirait à garantir la survivance et l'œuvre d'un gouvernement qui serait l'expression de ces 51 % de voix ». **Mais tout ce qu'il en conclut, c'est qu'il ne faut pas même espérer une** « alternative de gauche » **: tout juste une** « alternative démocratique » **!**

**Cette politique d' « alternative démocratique », Berlinguer expliquait récemment — au cours de son voyage de décembre en Allemagne de l'Est — qu'elle impliquait une** « pleine adhésion à la réalité nationale » **et la recherche systématique** « de convergences, même partielles, entre les forces communistes, socialistes, social-démocrates, chrétiennes et catholiques qui croient à la démocratie »... **Et Berlinguer ne ménage guère ses militants puisqu'il préconise, ni plus ni moins, une politique de collaboration gouvernementale entre le PCI et... le grand parti de droite italien, la Démocratie-Chrétienne. Ce parti exerce le pouvoir depuis 1946 sans discontinuité et représente un peu pour les prolétaires de la péninsule ce que l'UDR peut représenter pour les travailleurs français : le parti de la droite conservatrice, qui défend cyniquement les intérêts patronaux et au pouvoir duquel se heurtent les moindres mouvements revendicatifs.**

**C'est avec ce parti que Berlinguer préconise l'entente gouvernementale :** « Il est de plus en plus urgent d'aboutir à ce qu'on peut définir comme le nouveau grand « compromis historique » entre les forces qui recueil ent et représentent la grande majorité du peuple italien ».

**Gouverner avec la Démocratie-Chrétienne, voilà donc le « compromis historique » auquel les dirigeants du PCI se déclarent prêts. Voilà à quoi ils préparent leurs militants, à grand renfort de citations de Lénine : à l'alignement complet du mouvement ouvrier sur la plus bourgeoise des formations politiques bourgeoises de l'Italie.**

## BERLINGUER, RUMOR, FANFANI, ENSEMBLE POUR FAIRE PAYER LA CRISE AUX TRAVAILLEURS ?

**Berlinguer et compagnie ne sont pas au gouvernement, mais, déjà, ils se comportent comme s'ils y étaient : de même qu'au niveau local et parlementaire PCI et Démocratie-Chrétienne collaborent de plus en plus souvent et de plus en plus ouvertement, de même les Berlinguer et compagnie se présentent déjà comme les champions de la** « défense des intérêts vitaux du pays dans une mauvaise conjoncture économique », **etc.**

Treizième congrès du PCI en 1972 : candidat à la gestion de la société capitaliste... « pour rénover l'Italie ». (Ph. UPI)

**C'est le prix qu'ils ont à payer pour que l'** « union nationale » **avec la droite dont ils rêvent soit possible. La seule chose qui peut contraindre la Démocratie-Chrétienne à rechercher l'appui du PC en lui faisant une place au gouvernement, c'est que le PC monnaye sa présence dans les ministères en assurant « le calme » dans les usines et en usant de sa puissante implantation dans les entreprises pour que la classe ouvrière italienne fasse les frais de la crise sans trop de remous. Berlinguer semble tout prêt à jouer ce rôle de « lieutenant ouvrier » des Rumor, Fanfani et consorts.**

**D'ores et déjà, les choses sont si claires que ce sont les social-démocrates eux-mêmes, au gouvernement, qui peuvent se permettre d'ironiser sur le nouveau souci des staliniens italiens de voir régner « le calme et l'ordre » à tout prix dans les usines. Le journaliste K.S. Karol rapporte des propos de dirigeants socialistes qui, pour être anecdotiques, n'en sont pas moins significatifs :** « Au siège du PCI, il est aujourd'hui aussi malséant de parler de revendications sa'ariales que naguère de sexe dans la Grande-Bretagne victorienne ». **Ou encore, cette déclaration de G. Mancini, ex-secrétaire du PSI :** « Nous en sommes arrivés à cette situation que, lorsqu'on dit du mal des démocrates-chrétiens, on est accusé de faire de l'anticommunisme »...

**Il est de fait que la direction du PCI n'œuvre plus guère que pour la « trêve sociale ». Alors même que les travailleurs italiens ont besoin de faire face par tous les moyens pour éviter de faire les frais de la crise, Berlinguer leur demande, pour le compte de ses maîtres bourgeois, de « rester tranquilles ».**

**Si les travailleurs italiens ne réagissaient pas sur leur terrain à eux, celui de la lutte de classe, dans les entreprises et dans la rue, et si la direction du PCI parvenait à désarmer ainsi les prolétaires au moment où ils ont au contraire besoin de toutes les forces de leur classe, il n'y aurait qu'un seul gagnant au « compromis historique » : les patrons. Et il faudrait considérer que les travailleurs italiens ont été livrés une fois de plus à leur ennemi par ceux qui se disent leurs dirigeants.**

Antoine VEGA.

# Le canal de Suez : Une voie d'eau intéressante pour les trusts pétroliers

DANS les négociations qui doivent s'ouvrir le 19 décembre entre les pays belligérants de la guerre du Kippour, les intérêts des puissances impérialistes ne tiendront pas une faible place. D'une part, parce qu'un certain nombre de celles-ci ont été touchées par les restrictions sur les livraisons de pétrole décidées par les pays arabes en ce qui concerne les grandes puissances soutenant Israël. D'autre part, parce que la réouverture du canal de Suez, fermé à la navigation depuis la guerre des Six jours de juin 1967, intéresse au plus haut point les grandes puissances. En effet, l'obligation pour les bateaux-citernes de contourner l'Afrique rend le commerce avec le Moyen-Orient considérablement plus onéreux que lorsque les cargos prenaient le raccourci du canal. Il suffit de prendre quelques trajets-types pour mesurer combien ce passage présente d'intérêt :

| **Trajets** (en miles marins) | **Par le canal** | **Par le cap** | **Différence relative** |
|---|---|---|---|
| Bombay - Odessa | 4.174 | 11.814 | 180 % |
| Abadan - Londres | 6.500 | 11.300 | 75 % |
| Tokyo - Rotterdam | 11.192 | 14.659 | 31 % |

Pratiquement, les voyages du Golfe Persique vers l'Europe sont réduits de moitié, tandis qu'ils sont réduits d'un quart entre le Japon et l'Europe. Bien entendu, la principale conséquence de ces écarts se répercute dans l'allongement du trajet, cause directe d'une considérable augmentation du prix de la tonne de marchandise transportée. D'ailleurs le pétrole n'est pas la seule denrée touchée par la fermeture du canal ; en 1966, une tonne de marchandise sur sept transitait par le canal, soit sur des navires transportant des marchandises en vrac, soit sur des « mixtes », pétrole et vrac.

On chiffre à sept millards de dollars les dépenses supplémentaires depuis le deuxième semestre 1967 à la fin de 1971, et on estime à un milliard sept cents millions de dollars le coût annuel supplémentaire. Si, de toute manière, les compagnies de transport maritime y trouvent leur compte, ainsi que les grands constructeurs de navires géants de plus de deux cent mille tonnes, les compagnies pétrolières, qui incorporent, quoi qu'il arrive, les frais supplémentaires, verraient tout de même d'un bon œil la réouverture du canal, qui leur assurerait de substantiels bénéfices supplémentaires. Cependant, les compagnies pétrolières ont, depuis 1967, partiellement tourné le problème de la fermeture du canal par les commandes, au Japon principalement, de navires-citernes géants, jaugeant plus de deux cent mille tonneaux.

Si, avant 1967, il n'existait aucun navire de cette taille, à la fin de l'année 1967 ils transportaient déjà 45,6 millions de tonnes de marchandises. Et si le coût total de la tonne chargée revient à plus de 100 dollars pour un « 70.000 tonneaux », il n'est plus que de 75 dollars environ pour un navire de 250.000 tonnes.

Or, étant donné que les grandes sociétés capitalistes n'ont pas l'habitude de baisser leurs prix de vente de marchandises, cette rationalisation du transport constituerait, là aussi, une source supplémentaire de bénéfices, en cas de réouverture du canal, même si, pour permettre le passage des pétroliers géants, il faut élargir et approfondir celui-ci.

Il est certain que l'Etat égyptien a, lui aussi, tout intérêt à la réouverture de son canal, de ce canal si chèrement acquis, et dans tous les sens du terme. A l'époque, Nasser avait l'intention de payer le barrage d'Assouan avec les deniers du canal ; et il est certain que, pour l'Etat égyptien, ce droit de passage représentait un apport certain : en 1950, 73 millions de tonnes transitaient par Suez ; en 1966, 242 millions de tonnes, soit 176 millions pour le pétrole et 66 millions pour les cargaisons sèches, et il était prévu de faire passer plus de 250 millions de tonnes en 1971, pour le seul pétrole. Le droit de passage étant alors, en 1966, d'environ un dollar par tonne ; cela représentait des sommes considérables. Il est évident donc que non seulement les pays capitalistes d'Europe et le Japon, mais aussi l'Etat égyptien sont prêts à beaucoup de choses pour la réouverture du canal.

**Quoi qu'il en soit, on peut être certain que les compagnies pétrolières seront particulièrement bien défendues dans les négociations qui vont s'ouvrir à Genève le 19 décembre, pour régler le conflit du Kippour... bien mieux défendues que les Palestiniens !**

**Denise BESSON.**

# LES TRUSTS PÉTROLIERS

La pénurie n'est pas due à des causes naturelles mais organisée par les trusts. (Ph. UPI)

**IL est rare de constater une telle unanimité dans le mensonge, d'entendre un tel récital d'absurdités qu'à propos de la présente crise de l'énergie. Si on distille au compte-gouttes un peu du vrai concernant le rôle des grandes compagnies du pétrole dans l'organisation de la pénurie artificielle actuelle, c'est pour le noyer dans une marée d'imbécillités voulues où surnagent les propos malthusiens ou anti-arabes. Tous les arguments sont bons, du moment qu'ils visent à démontrer que, désormais, le pétrole est une denrée rare qu'il faudra payer plus cher. L'extraordinaire campagne d'intoxication des trusts du pétrole trouve l'appui de milliers de plumitifs, stipendiés ou bénévoles inconscients.**

**Pourtant, ceux qui inondent la presse parlée et écrite de leur prose sur la question savent que la rareté du pétrole n'est pas due à des causes naturelles. Ils savent surtout qu'il n'a pas pu devenir rare en l'espace de quelques mois. Ils savent également que les restrictions décidées par les pays arabes sont circonstancielles et qu'il n'y a aucune raison que ces mesures circonstancielles se traduisent par des augmentations de prix pour toujours.**

**Il n'y a aucune raison... sauf les raisons de ceux qui contrôlent le marché pétrolier à l'échelle du monde, de la production à la distribution, en passant par le transport et le raffinage : les grandes compagnies pétrolières. Elles sont sept, les plus grandes, regroupées dans un cartel unique, précisément pour pouvoir imposer leurs volontés au monde entier : cinq américaines (les Esso, les Texaco, etc.) et deux européennes (Shell et BP). Plus quelques autres grandes un peu moins grandes, pour la plupart américaines également.**

**Le pétrole, ces compagnies le contrôlent depuis des décennies. Mais le pétrole n'était qu'une source d'énergie parmi d'autres encore au lendemain de la guerre, loin en tout cas derrière le charbon. A la faveur de quelque vingt ans de prix du pétrole comparativement bas par rapport à celui du charbon — possible grâce au faible coût comparatif du pétrole mais, aussi, probablement voulu par les grandes compagnies désireuses d'éliminer dans un premier temps la concurrence des autres sources d'énergie — voilà que le pétrole s'est substitué pour une large part à toutes les autres sources d'énergie. Déjà grands maîtres du pétrole, par le simple jeu de l'accroissement de provisionnement énergéti compagnies sont devenu l'énergie tout court. Elles elles ont profité de ce c l'énergie nucléaire de l'a nément face à la concu n'avaient guère attiré les brepticement dans ces se Les grandes compagnies lement totalement le pétro part, le charbon américai minante dans l'énergie nu la main sur d'autres rése bles aujourd'hui encore n demain, si les prix augme**

**Maintenant que ce contr n'y a plus qu'à ouvrir plu C'est ce que les grandes faire. La demande augme — calculent les compagnie rions-nous notre productio fit de prétendre que le pétr voir augmenter nos prix s nos dépenses d'investisse raffineries, de pétroliers g coûtent fort cher ?**

**En organisant une pénu du pétrole font d'une pier profit accru du pétrole e de l'énergie pétrolière, re l'énergie nucléaire, mainte s'y sont sérieusement imp**

**La politique des grande diffère en rien de celle de tes guidées par la loi du du pétrole ont des moyen leurs semblables.**

**La guerre du pétrole, c des pétroliers contre les c de s'engager, a été prépa en tout cas définie déjà en trusts du pétrole avaient de charbon américaines**

# LES PAYS PRODUCTEURS DE PÉTROLE A LA MERCI DES

TOUTE une campagne est actuellement menée sur le thème des pays consommateurs menacés dans leurs approvisionnements pétroliers par les exigences des pays producteurs. Et, à en croire une certaine presse, les Arabes, ces ingrats, profiteraient outrageusement de leur position pour imposer des prix exorbitants.

La réalité est quelque peu différente. Le cas des pays sous-développés producteurs de pétrole n'est qu'un aspect particulier de celui de tous les pays du tiers monde que l'impérialisme a contraints à demeurer des producteurs de matières premières qui sont destinées à être exportées vers les métropoles. Les rapports économiques qui existent entre ces pays (même lorsqu'ils ont obtenu leur indépendance politique) et les puissances impérialistes restent des rapports de soumission, car les prix de l'ensemble des matières premières se trouvent unilatéralement fixés par les trusts américains, anglais, allemands ou français, uniquement avides de super-profits.

## UN PILLAGE SYSTEMATIQUE

Au Vénézuéla, trois sociétés du Cartel contrôlent, jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, 99 % de la production. Elles obtiennent en 1922 des concessions moyennant une redevance de quelques centaines de francs à l'hectare et, en cas de découverte, la société versait à l'Etat une royaltie de 10 % de la valeur de la production. Il faudra attendre la guerre pour que le gouvernement vénézuélien puisse imposer des rapports qui lui soient plus avantageux.

Lorsque les grandes compagnies s'installent autour du golfe Persique, elles vont obtenir des conditions encore meilleures. Ayant en face d'elles soit d'anciens empires décadents sous tutelle des grandes puissances, soit des Etats féodaux, les sociétés pétrolières vont imposer aux souverains de ces pays des contrats de « concessions générales », qui valent à la fois pour l'exploration et pour la production et qui s'appliquent à de très vastes territoires, couvrant parfois l'ensemble d'un pays. L'accord est valable pour de longues périodes, entre soixante et soixante-quinze ans.

En Iran, par exemple, l'Angleterre obtient en 1908 une concession de 1 200 000 km2, c'est-à-dire plus de deux fois la France, et ce, pour une période de soixante ans.

En 1934, l'émir du Koweit accorde à la Gulf une concession de 20 000 km2, couvrant donc la totalité du pays et valable pour soixante-quinze ans. De même en Arabie Séoudite, Ibn Séoud donne en 1933 une concession de 900 000 km2 à la Standard Oil of California pour soixante-six ans.

Du fait de la place déterminante que les sociétés pétrolières occupent dans la vie économique et financière de ces pays, leur rôle au sein même de l'Etat producteur prend une importance considérable. Elles font et défont les gouvernements selon leur bon vouloir et obtiennent des clauses d'exterritorialité qui soustraient les biens et des personnes étrangères aux lois et aux coutumes locales. Ce sont, en fait, de véritables Etats dans l'Etat.

## LES RESISTANCES

Nombre de pays producteurs ont essayé de s'opposer aux compagnies pétrolières, dans l'espoir d'obtenir une part plus importante des profits. Ce fut le cas du Mexique dans les années 1920-1930. Là, les grandes compagnies préfèrent, dans un premier temps du moins, perdre le marché plutôt que de céder.

Aussi, la production mexicaine s'effondra de 31 millions de tonnes en 1921 à 5 millions en 1931.

Quand, devant une telle situation, le gouvernement Cardenas décide de procéder à la nationalisation, les sociétés réagissent immédiatement en retirant leurs techniciens et en décidant le boycott du brut mexicain. Elles espèrent ainsi paralyser l'économie du pays et contraindre le gouvernement à annuler ses décisions. Pour appuyer Shell, la Grande-Bretagne va même jusqu'à rompre ses relations diplomatiques avec le Mexique.

Ce n'est que pendant la Deuxième Guerre mondiale que le Cartel acceptera la situation mexicaine.

L'exemple iranien est lui aussi significatif. En 1951, devant l'intransigeance de la National Iranian Oil Compagny, le gouvernement Mossadegh proclame la nationalisation du pétrole. Dès lors, la société organise le boycott de la production iranienne qui, de 33 millions de tonnes en 1950, tombe à 1,3 million de tonnes en 1952. Finalement, la crise va totalement se « dénouer » après qu'un coup d'Etat, fomenté par la CIA, renversa le docteur Mossadegh, initiateur de cette politique nationaliste.

## POSSIBILITES ET LIMITES DES ETATS PRODUCTEURS

Les pays producteurs d'or noir ont, il est vrai, réussi au cours des deux dernières décennies à tirer un prix un peu meilleur de leur pétrole.

Depuis la fin du second conflit mondial, la plupart de ces pays ont accédé à l'indépendance politique et à de plus grandes possibilités de marchandage avec les compagnies pétrolières. Possibilités accentuées, par ailleurs, par le rapide développement de la demande mondiale du pétrole.

La consommation mondiale n'a en effet cessé d'augmenter infiniment plus vite que celle des autres matières premières, et en même temps augmentait la concurrence entre les trusts. Cette consommation qui était de l'ordre de 100 millions de tonnes en 1919 est passée à plus de 270 millions de tonnes en 1938. Elle dépasse 350 millions de tonnes en 1945, 600 millions de tonnes en 1952, 1.500 millions de tonnes en 1965, et atteint presque 2.600 millions de tonnes en 1973.

Les pays sous-développés producteurs de pétrole ont tenté d'exploiter la concurrence entre les trusts pétroliers et en particulier entre ceux du Cartel et les nouveaux venus, tels les Italiens, les Français et les Japonais. Le taux des royalties que les trusts versent aux pays producteurs a pu ainsi augmenter et même doubler. Mais cette possibilité de manœuvre n'est pas illimitée.

Du fait du contrôle absolu des grandes compagnies sur le raffinage, le transport, la distribution, la marge de manœuvre des pays producteurs reste fort limitée. Il faut toute l'hypocrisie des plumitifs de la bourgeoisie pour oser écrire, comme on l'a vu si souvent ces temps-ci, que désormais ce sont les pays producteurs qui dominent le marché du pétrole.

La part touchée par les Etats producteurs sur le prix des produits dérivés du pétrole extrait de leur sol reste dérisoire à la fois par rapport aux profits des compagnies et par rapport aux recettes prélevées par les Etats des pays consommateurs. Une partie de la presse a pourtant publié récemment des chiffres en ce qui concerne le prix de l'essence vendue en France. Sur un litre d'essence vendue en France à 1,35 F, la recette de l'Etat producteur ne dépasse pas 9 centimes ! A comparer aux 90 centimes prélevés par le fisc français...

Il reste que même les royalties versées par les grandes compagnies ne sont pas totalement perdues pour ces dernières. Ces royalties ne servent guère ni au développement industriel des pays du Moyen-Orient, ni au bien-être de leur population. Elles sont versées à des poten-

# S ORGANISENT LA PÉNURIE

la part du pétrole dans l'ap-
ue du monde, les grandes
s également les maîtres de
n'en sont pas restées là :
ue le charbon d'une part et
tre, peu rentables momenta-
rence irrésistible du pétrole,
apitaux, pour s'introduire su-
teurs. Aujourd'hui, c'est fait.
étrolières contrôlent non seu-
e, mais aussi, pour une large
; elles ont une position do-
léaire aux USA, elles ont mis
ves d'énergie, pas très renta-
ais qui pourraient le devenir
tent.

ôle sur l'énergie est acquis, il
s large les vannes du profit.
compagnies sont en train de
te sans cesse ? Tant mieux !
s — mais pourquoi augmente-
en proportion, alors qu'il suf-
le est devenu rare pour pou-
ns être obligées d'augmenter
nent dans la construction de
éants, de pipe-lines, etc., qui

rie artificielle, les monopoles
e deux coups : tirer un sur-
grâce à la hausse de prix
dre rentables le charbon et
ant que les trusts du pétrole
ntés.

s compagnies du pétrole ne
toutes les sociétés capitalis-
profit. Simplement, les trusts
s supérieurs à la plupart de

plus exactement la guerre
nsommateurs, qui est en train
ée de longue date. Elle était
ces années 1968-1969 où les
acheté à bas prix les mines
laissées à l'abandon pour
cause de non-rentabilité. Aujourd'hui cependant cette guerre des pétroliers s'intègre dans la guerre commerciale encore larvée engagée entre les puissances capitalistes face à la menace de crise commerciale.

De toute évidence, en effet, le freinage des approvisionnements en pétrole ainsi que les hausses de prix frappent davantage les pays européens et le Japon que les Etats-Unis. Largement dépendants du pétrole du Moyen-Orient contrôlé par les compagnies américaines, les capitalistes européens et japonais étaient habitués à payer l'énergie moins cher que leurs congénères des Etats-Unis. Donc de vendre aussi moins cher leurs produits, être plus concurrentiels face aux Américains. Cet avantage s'effondre aujourd'hui. Il n'est pas le seul. Les contemplateurs les plus béats de la croissance allemande, japonaise, etc., sont forcés aujourd'hui de se rendre à l'évidence de la fragilité de la puissance de ces impérialismes de seconde zone face à l'impérialisme américain. La guerre « privée » des compagnies pétrolières sert, pour l'impérialisme américain, à renforcer ses positions face aux puissances impérialistes concurrentes. La crise artificielle de l'énergie s'inscrit dans la perspective de la crise commerciale générale. Et ce n'est pas là une simple coïncidence fortuite.

L'économie capitaliste ne connaît pas d'autre régulateur que les crises économiques qui éliminent impitoyablement les entreprises les moins rentables et qui imposent les équilibres économiques indispensables au travers de spasmes douloureux. Les grands trusts qui exercent un contrôle de monopole sur un secteur ne peuvent pas éviter les crises, ils peuvent tout au plus en anticiper les conséquences, c'est-à-dire réduire eux-mêmes artificiellement et par avance la production, afin de maintenir un certain taux de profit.

Dans les deux cas, l'incapacité du système capitaliste à développer l'économie de manière harmonieuse et correspondant aux besoins de tous se manifeste par des restrictions, par l'affaiblissement considérable des capacités de produire et, parfois, par un effondrement économique brutal. Il n'y a pas d'autre alternative à la crise de l'énergie, pas plus qu'aux crises économiques tout court : la réorganisation socialiste de l'économie sous le contrôle du prolétariat exerçant le pouvoir d'Etat.

Georges KALDY.

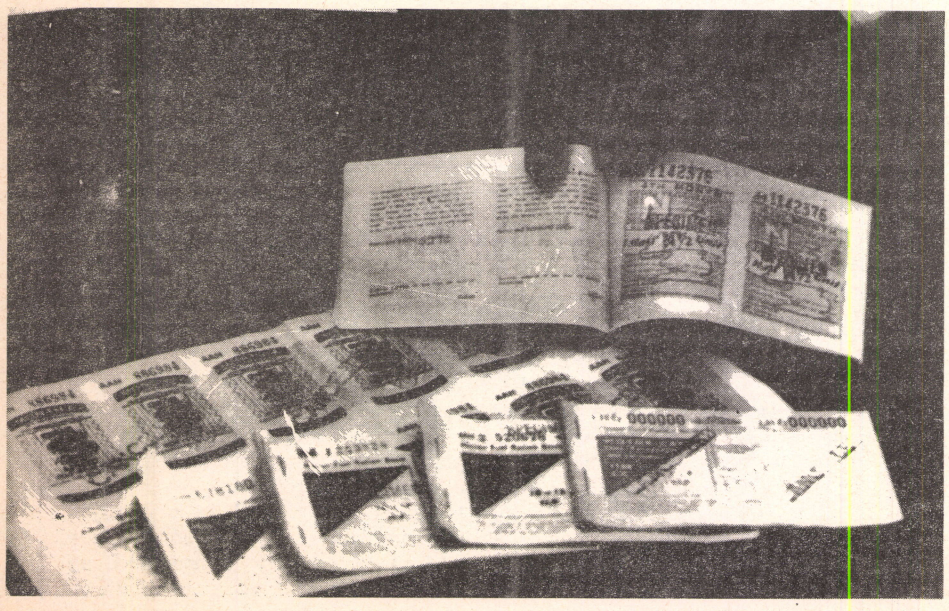
# COMPAGNIES PÉTROLIÈRES

tats locaux qui, pour une large part, les réinvestissent en Occident. Dans la spéculation immobilière ou autre parfois, mais aussi dans les affaires des grandes compagnies, justement. Ces dernières récupèrent ainsi leur argent.

Face au pillage de leurs richesses naturelles par les trusts du pétrole, les pays producteurs auraient bien des raisons de se rebiffer. Mais, de surcroît, dans les exigences actuelles des pays arabes, il ne s'agit guère de cela. Car ce n'est pas par hasard que ce sont les Fayçal et les chah d'Iran qui brandissent avec le plus de conviction « l'arme du pétrole ». Pourtant, ni l'un ni l'autre ne sont réputés pour leur radicalisme contre les compagnies pétrolières, bien au contraire. Mais il faut croire que ces dernières ont, pour le moins, autorisé leurs protégés locaux à refermer un peu les robinets, à augmenter les prix, à propager l'idée de la fin de l'énergie à bon marché. Que Fayçal se serve de la limitation des approvisionnements dans le cadre de sa propre politique de conquête du leadership dans le monde arabe, ne gêne en rien les grandes compagnies, du moment que cette limitation s'intègre dans le plan de pénurie artificielle de ces dernières.

En tout cas, le droit de maîtriser leurs propres ressources et de se débarrasser de l'emprise des trusts capitalistes occidentaux reste encore à conquérir pour les pays sous-développés. Ceux du Moyen-Orient ne font pas exception, malgré le rideau de fumée dont on enveloppe la question.

G.L.



Le rationnement ne sert pas à résoudre la crise mais à frapper l'opinion. (Ph. AFP)

# Sous le contrôle des monopoles

S'IL est une industrie dont le développement se confond depuis un siècle avec celui du capitalisme des Etats-Unis, c'est bien celle du pétrole.

Les cinquante premières années de l'histoire du pétrole sont quasi exclusivement américaines et marquées par la domination de Rockefeller, qui crée la toute-puissante Standard Oil en se spécialisant, au début, dans le transport et le raffinage. Très rapidement, le groupe prend des proportions gigantesques, au point qu'en 1911 la Cour Suprême l'accuse de restreindre la concurrence d'une façon « déraisonnable » et ordonne son démembrement en trente-trois sociétés juridiquement indépendantes, mais qui restèrent néanmoins dominées par le groupe Rockefeller. Issues de ce démantèlement, d'importantes sociétés pétrolières se développent, dont la Standard Oil of New Jersey, Mobil Oil et Standard Oil of California.

Deux autres trusts exploitant les richesses du Texas vont apparaître, ce sera la Gulf Oil, fondée par les Mellon, magnats de l'aluminium, et la Texas Oil.

L'ascension de tous ces groupes va évidemment s'accélérer considérablement vers 1910 avec la construction par Ford des premières usines d'automobiles.

Durant toute cette période, en Europe aussi se développent de grosses sociétés telle la Royal Dutch Shell qui, formée en 1907 par l'association d'une compagnie anglaise et d'une compagnie hollandaise, cherche systématiquement à exploiter directement des nouvelles sources de ravitaillement à travers le monde.

Dès 1901, c'est une société britannique qui va engager les premières prospections pétrolières au Moyen-Orient. Une vaste concession est accordée par l'Iran à un diplomate anglais, William d'Arcy, qui créera avec l'aide de l'Etat britannique l'Anglo-Persian (l'actuelle British Petroleum).

Donc, dès le premier quart du XX[e] siècle, le marché mondial du pétrole est dominé par un nombre restreint de trusts qui comprennent très vite l'intérêt qu'ils ont à s'entendre afin de limiter, autant que faire se peut, leur concurrence. Par l'accord d'Achnaccary, les trois grands (la Standard Oil, la Royal Dutch Shell et l'Anglo-Persian) fondent en 1928 le Cartel pétrolier international, auquel vont se rallier un peu plus tard quatre autres sociétés américaines.

D'autres sociétés vont se créer, comme en 1924 la Compagnie française des pétroles, mais elles ne concurrenceront en aucune façon la domination des « majors ». Au contraire, elles joueront le jeu des grandes compagnies internationales.

L'entente ainsi réalisée va comporter un partage du marché, du volume de la production et, surtout, les prix vont être fixés de façon très précise. En chaque point du monde, le prix des produits pétroliers sera aligné sur ceux des Etats-Unis, tandis que les frais de transport seront calculés comme si le pétrole provenait du golfe du Mexique.

Les USA, qui jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale assurent les deux tiers de l'approvisionnement mondial, se donnent ainsi le moyen d'éviter toute concurrence déloyale. Mais les autres trusts vont aussi pouvoir faire d'énormes super-profits, puisqu'ils indexent leurs prix sur ceux pratiqués aux Etats-Unis, pays où les prix de revient sont les plus élevés.

L'accord d'Achnaccary ne va évidemment pas empêcher qu'une lutte impitoyable se développe entre les différentes sociétés afin de s'approprier les gisements, en particulier ceux du Moyen-Orient. Là, les Anglais essaient de profiter de leur protectorat pour limiter la pénétration américaine. Quant aux Américains, ils défendent bien sûr le principe de la « porte ouverte », en fonction duquel tout territoire sous mandat, issu du traité de Versailles, doit être ouvert au commerce international.

Dès avant la Deuxième Guerre mondiale, l'exploitation des gisements du Moyen-Orient va être une source de bénéfices fabuleux. L'Anglo-Persian, par exemple, vend à la flotte britannique du pétrole au prix américain majoré de frais fantômes, comme si celui-ci provenait du golfe du Mexique. Après enquête, l'Amirauté établit que le prix du pétrole du Moyen-Orient est près de six fois inférieur à celui provenant des Etats-Unis et montre le jeu subtil des frais fantômes. En pleine guerre, l'état-major de la flotte anglaise réclame donc qu'un prix local soit fixé pour le Moyen-Orient, mais c'était là trop demander à l'Anglo-Persian, qui accepte seulement de modifier les frais fantômes en établissant un second point de départ à partir du golfe Persique. Ainsi, ce pétrole continuera à être vendu quasiment au même prix que le pétrole américain.

En fait, il faudra attendre 1947 pour que le prix du pétrole brut du Moyen-Orient soit distinct de celui des Etats-Unis. Mais, là encore, les intérêts des trusts américains seront sauvegardés, puisqu'un équilibre s'établira, tendant à ce que le prix du pétrole en provenance des deux origines soit identique sur la côte nord-ouest des USA.

La situation va quelque peu se modifier avec l'apparition de sociétés nationales qui vont tenter d'échapper à l'emprise du Cartel. Ce sera en France l'ERAP, en Italie l'ENI, au Japon la Japanese Export Oil. Par des contrats plus favorables aux pays producteurs, elles vont tenter de s'introduire en Afrique et au Moyen-Orient afin d'obtenir des sources d'approvisionnement qui leur soient financièrement plus favorables.

Est-ce ce léger regain de la concurrence dans ce secteur hautement monopoliste qui conduit à la baisse des prix qui se manifeste dans les années 1950-1960 ? Il est possible que cela ait joué. Mais il ne faut pas oublier que cette baisse des prix s'est traduite par une hausse considérable de la consommation du pétrole au détriment d'autres sources d'énergie. Cette quasi élimination des autres sources d'énergie permet aux grands trusts du pétrole de jouer le jeu qui est le leur aujourd'hui. Le moins qu'on puisse dire, c'est que les « majors » n'ont aucune raison de se plaindre de cette période de baisse des prix qui apparaît comme une période de dumping, permettant aux trusts pétroliers d'éliminer leurs concurrents.

Le résultat de tout cela est non seulement de faire baisser les prix, mais de favoriser les pays européens et le Japon dans la mesure où l'énergie nécessaire à leurs économies leur reviendra moins cher.

Ainsi, en 1969 par exemple, les Etats-Unis s'approvisionnaient à un prix supérieur à trois dollars par baril, alors qu'au même moment l'Europe et le Japon s'approvisionnaient eux à un prix voisin de deux dollars par baril. Et du fait que le coût de l'énergie entre pour environ 20 % dans le coût des produits insdustriels (1), l'Europe et le Japon bénéficiaient sur le marché mondial d'un net avantage par rapport aux USA.

Dans ces conditions, les Etats-Unis avaient avantage à provoquer une hausse des huiles non américaines, de celles du Moyen-Orient en particulier, qui entraient pour une faible part dans leur consommation intérieure.

Ainsi, la politique des grandes compagnies pétrolières, élaborée en fonction des intérêts des monopoles du pétrole, est en même temps une arme de guerre des capitalistes américains contre leurs concurrents d'Europe ou du Japon.

Georges LATTIER.

(1) Ces chiffres sont tirés de l'ouvrage de J.-M. Chevalier : **Le nouvel enjeu pétrolier.**

# Halte aux licenciements

## imposons la répartition du travail entre tous !

● *CGCT (Paris XV^e^)*

**Ainsi, d'après la direction, il ne serait pas possible de reclasser treize travailleurs menacés d'être licenciés, alors que nous allons être 11.200 à la fin de 1973, et 12.000 à la fin 1974 à travailler dans le trust CGCT. Pour un peu, ces treize travailleurs seraient responsables de tous les maux de la compagnie !**

**En fait, le problème n'est pas là. En licenciant un petit groupe de travailleurs, la direction veut faire un test. Elle veut jauger la riposte ouvrière. N'en doutons pas, nous sommes entrés à la CGCT dans une période où, au travers de la restructuration de la compagnie, mais aussi au travers de la crise économique générale qui se prépare, la direction pour maintenir ses profits n'hésitera pas un instant à tailler dans les effectifs.**

**Nous sommes entrés dans une période où les travailleurs devront, plus que jamais, lutter pour maintenir leurs conditions de vie. Pour commencer, nous devons nous opposer de toutes nos forces au licenciement des treize.**

**Ce que nous devons imposer, c'est leur maintien à la compagnie. La direction prétexte un manque de travail qui justifierait selon elle le fait de jeter treize travailleurs sur le pavé. Eh bien, que le travail soit réparti entre tous ! C'est une solution pourtant bien simple. Les quarante heures que font ces treize travailleurs, cela fait par semaine, cinq cent vingt heures qui donneraient une diminution d'horaire d'une vingtaine de minutes par semaine pour l'ensemble des travailleurs de Vaugirard. Nous devons imposer cette répartition des heures de travail entre tous, sans perte de salaire.**

**Nous ne voulons pas subir la cynique logique du système capitaliste qui signifie pour nous : licenciements, chômage, et tout ce que cela entraîne d'incertitude pour nos familles et nous-mêmes. A cette logique, celle du profit, nous devons imposer celle du travail. Pas un seul d'entre nous ne doit quitter l'usine.**

**— Non aux licenciements !**

**— Non aux heures supplémentaires !**

**— Répartition des heures de travail entre tous, sans perte de salaire.**

# Économies sur notre dos

## de nouvelles suppressions !

● *SNCF (Dijon)*

A Dijon-Ville, la SNCF continue sa politique de compression du personnel.

Déjà, la nuit, nos camarades ne sont plus que trois (un électricien, un visiteur de gare et un chef visiteur).

Mais elle vient encore d'aller plus loin : depuis le 15 novembre, de matinée, il n'y a plus qu'un seul cheminot, un électricien qui doit également faire office de visiteur. En effet, depuis quelque temps, la SNCF supprime peu à peu la visite à Dijon-Ville et reporte maintenant le travail sur le seul électricien. Mais ce camarade ne peut pas se démultiplier. Ainsi, dans cette situation, de nombreux trains ne peuvent plus être visités et les incidents réparés. Maintenant, il n'est pas rare que des trains de voyageurs quittent Dijon-Ville avec quinze minutes de retard ou plus. En effet, un seul électricien ne peut réparer des pannes sur deux trains à la fois. Souvent aussi des trains partent sans chauffage ni lumière dans les voitures, l'électricien n'ayant pas eu le temps d'intervenir.

C'est scandaleux ! Pourquoi la SNCF ne supprime-t-elle pas l'électricien qui reste pendant qu'elle y est ?

Nous avons toujours plus de travail avec toujours moins de personnel. Et cela parce que, par souci de rentabilisation, la SNCF a choisi d'une part d'aggraver nos conditions de travail et d'autre part de faire voyager les usagers dans des conditions inadmissibles.

# Seule la lutte paie

## la direction mise en échec par notre réaction

● *SNECMA (Corbeil)*

**La direction ne manque pas une occasion pour essayer de rabioter sur notre salaire. Tous les prétextes lui sont bons, y compris les mutations inter-centres. C'est ainsi qu'elle a tenté de déplacer un tourneur de l'AT 282, récemment muté d'Hispano.**

**L'encadrement du secteur ne s'était pas gêné pour fournir au chef du personnel un rapport défavorable à l'encontre de notre camarade. Mais ce dernier ne s'est pas laissé intimider par le chantage de la direction et a refusé de signer l'avenant au contrat stipulant son déclassement de P3-2 à P2-4. Les délégués sont intervenus dans cette affaire. Le secteur de notre camarade a débrayé pour exiger le maintien de la qualification.**

**Devant cette réaction, la direction a reculé. Comme quoi, quand nous sommes décidés et déterminés, les menaces de la direction ne pèsent pas lourd.**

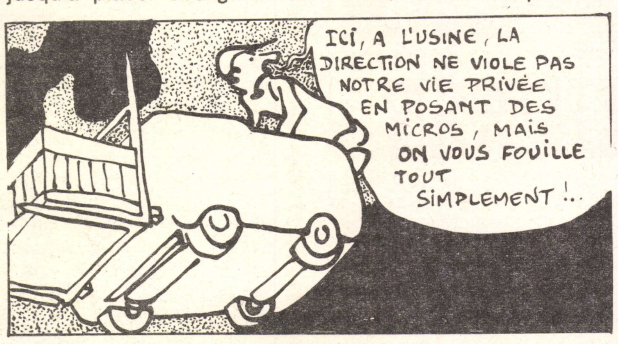
# A bas les flics patronaux

## flicomanie à l'Aérospatiale

● *SNIA (Toulouse)*

Depuis quelque temps, à Saint-Eloi, on assiste à un renforcement du contrôle et de la surveillance. Ce sont les conducteurs de fenwick qui subissent actuellement les tracasseries et les brimades de la direction, sous forme d'une surveillance de plus en plus pesante et omniprésente.

Pratiquement toutes les semaines, si ce n'est plusieurs fois par semaine, ces travailleurs sont soumis à des « fouilles » lors de leurs trajets entre l'entrepôt «Pasteur», l'atelier 50 et l'atelier 51. Pensez donc, ces travailleurs sont soupçonnés de profiter de leurs sorties pour mettre quelque tôle ou autre marchandise dans leur voiture ! Et la direction, sans le moindre sens du ridicule, va même jusqu'à placer des gardes en civil dans la rue pour espionner ces camarades. Les croit-elle si « bêtes » qu'ils ne puissent reconnaître quelques-uns de ses sbires, même en civil !




Même si la loufoquerie de la direction n'échappe pas à ces camarades, il n'empêche que ces mesures policières ne sont pas tout à fait de leur goût et commencent à leur « peser ».

La direction, jugeant tout le monde à son image, fait surveiller les travailleurs. Les travailleurs ne sont pas des voleurs, ils n'entendent pas être traités comme tels.

# Conditions de travail sur le port de Marseille

## l'argent n'arrange pas tout

● *PORT DE MARSEILLE*

Un sac de produits toxiques crève, nous en recevons partout et nous en respirons à pleins poumons.

Même sans cela, les sacs perdent tous un peu et des milliers de sacs, cela fait beaucoup de poussière.

Avec ces produits, on ne sait ni le nom, ni la dose dangereuse, ni les risques. Cela n'est marqué nulle part.

Il existe un service de santé qui doit normalement surveiller tout cela.

A nous de l'appeler chaque fois qu'il y a du danger avec les produits toxiques.

Quand on décharge ces produits, on est tenté de demander en contrepartie de l'argent.

Mais est-ce qu'un billet, même de 100 F, pourra protéger notre santé ?

Les patrons s'en tirent bien en lâchant un peu d'argent pour nous faire faire un travail qui met en danger notre santé.

Avant tout, ce sont des conditions de travail décentes que nous devons imposer. Notre santé n'a pas de prix !

## chantage

● *PORT DE MARSEILLE*

La première menace d'un chef lorsque des occasionnels refusent de faire un travail qu'aucun docker ne ferait, à cause de la sécurité, par exemple, c'est : « fais attention, demain il n'y aura rien pour toi. »

C'est bien sûr facile de s'en prendre aux occasionnels qui n'ont aucune garantie d'embauche et qui sont obligés le matin de rester au froid à attendre une journée de travail.

Et le seul moyen que les occasionnels auraient de se défendre serait qu'ils aient les mêmes garanties que tous les dockers.

Face au patron, il n'y a pas deux catégories de dockers, il n'y a que des travailleurs du port, sans le travail de qui rien ne peut marcher.

# Mesquineries patronales

## un méchant cynisme !

● *RNUR (Boulogne-Billancourt - Départements 18 et 38)*

**Question posée à la direction en réunion : les délégués demandent pour tous les handicapés physiques le droit de quitter le travail cinq minutes avant l'heure.**

**Réponse de la direction : si elle n'accorde pas systématiquement les cinq minutes à tous les handicapés travaillant à la Régie, c'est dans un souci de « psychologie ». Pour que, d'après elle, ceux-ci se sentent comme les autres. Il est possible que la direction cherche à faire oublier à la grande majorité de ces travailleurs que leur handicap physique est très souvent dû à un accident de travail survenu à la Régie.**

**Cette réflexion d'un membre de la direction ne manque pas de cynisme ! Car en poussant son raisonnement à fond, proposera-t-il demain de les envoyer sur les chaînes pour leur prouver qu'ils sont bien comme les autres ?**

**Dans les ateliers, dans les bureaux, à tous ceux qui sont dans ce cas, la direction doit accorder ces malheureuses cinq minutes. Si un travailleur ne veut pas les prendre, c'est son droit. Mais la direction n'a pas de sélection à faire.**

**Tous doivent profiter de ces cinq minutes qui leur permettent tout juste d'éviter la cohue des sorties.**

**Et s'il y a une réclamation à faire, c'est bien de demander dix minutes au lieu de cinq, étant donné l'étendue de l'usine et des départs de cars qui augmentent. C'est un minimum que la direction doit accorder.**

## un incident révoltant et inadmissible

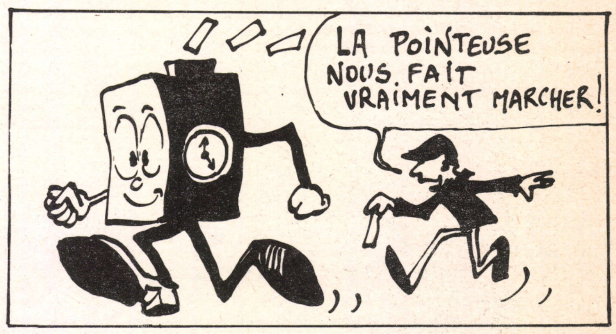
● *GENERAL MOTORS (Gennevilliers)*

Mardi 20 novembre, à la sortie de l'équipe du soir, une vingtaine d'ouvrières ont dû rentrer chez elles par leurs propres moyens à cause d'un retard de la pointeuse.

Au moment de la sortie, la pointeuse ayant six minutes de retard, le car, lui, est parti à l'heure habituelle. Résultat : nos camarades se sont retrouvées dans la nuit et le froid, obligées de se débrouiller comme elles pouvaient pour rentrer (et cela sur le coup de une heure du matin). Certaines sont rentrées seules à pied, en pleine nuit.

C'est scandaleux et révoltant.

Si cela se reproduisait, nous pourrions faire une chose bien simple : rentrer chez nous en taxi, refuser de payer le chauffeur et lui demander d'envoyer la note à la direction.




Gageons qu'à l'avenir, elle se préoccuperait alors davantage de notre transport.

## vingt minutes, c'est vingt minutes !

● *MTC-INDRECO (Tours)*

Le soir de la Sainte-Catherine, la direction nous a généreusement accordé la permission de sortir à 5 heures moins vingt. Mais attention, elle nous a prêté ces vingt minutes, elle ne les a pas données : en contrepartie, la pause a été supprimée.

Ce n'est pas parce que nous avons la perspective de sortir vingt minutes plus tôt que nous n'avons pas besoin de souffler un peu au milieu de la journée.

Encore une fois, la direction a montré sa conception bien particulière de la générosité : ce qu'elle donne d'une main, il faut qu'elle se débrouille pour le reprendre de l'autre.

## Delle-Alsthom (Villeurbanne)

(Ph. L.O.)

# Accident mortel

*UN travailleur de la Caisserie de l'usine Delle-Alsthom de Villeurbanne est mort des suites d'un accident survenu le 13 novembre. Il a eu le foie éclaté en se retrouvant coincé entre sa table à clouer et un panneau de bois de près de 90 kilogrammes qui s'est abattu sur lui.*

*Par suite de l'absence de tout moyen de levage, les travailleurs de la Caisserie manipulent à la main les éléments des grandes caisses en bois utilisées pour l'expédition des disjoncteurs. Ce compagnon était en train de déplacer ce panneau de sa table sur un chariot qui en portait déjà plusieurs. Le chariot bascula et le panneau retomba sur notre camarade.*

*Depuis vingt ans que cet atelier existe, la taille des appareils, donc des caisses d'emballage, a beaucoup augmenté mais les conditions de travail sont restées les mêmes. Elles viennent de tuer un homme !*

Correspondant L.O.

## Elbeuf

# Rhône-Poulenc a encore tué !

A l'usine Rhône-Poulenc de Saint-Aubin-lès-Elbeuf, au bâtiment 58 (pénicilline), un ouvrier est mort asphyxié vendredi 30 novembre dans l'après-midi. Un autre a été gravement touché. L'ouvrier décédé avait 29 ans.

Il était descendu par un trou d'homme avec une échelle en bois dans un cristallisoir de 2 mètres de haut (capacité 5.000 litres), pour chercher une fuite dans une double enveloppe à saumure. Il avait pour toute protection un masque à cartouche qui protège seulement pour 2 % de gaz toxiques dans l'atmosphère. Le chef qui assistait à l'opération a vu tout d'un coup l'ouvrier s'écrouler au fond de la cuve et, quand il a voulu descendre pour lui porter secours, il s'est écroulé à son tour, asphyxié lui aussi.

Les pompiers et les pompiers auxiliaires de l'usine les ont sortis. Pour l'un, il n'y avait plus rien à faire. Mais la tâche leur a été rendue d'autant plus difficile que l'ascenseur était en panne, ce qui était d'ailleurs signalé depuis trois jours ! Ils ont dû descendre les deux hommes sur des brancards par les escaliers raides et étroits, avec les appareils de réanimation (bouteilles, etc.).

Cet accident n'est malheureusement pas le premier : l'année 1972 avait été marquée chez Rhône-Poulenc par deux accidents graves :

— en avril, une explosion avait fait trois morts ;

— en août, il y avait eu un grave incendie.

Ainsi, à Rhône-Poulenc, chaque année est marquée par des accidents du travail mortels. Sans compter les ouvriers qui tombent malades à cause des produits manipulés : l'atelier du Phosalone a d'ailleurs été fermé par mise en demeure de la Sécurité sociale à cause de cela.

Cette fois encore, un ouvrier est mort. La direction a soigneusement étouffé l'affaire et il a été difficile de savoir la vérité.

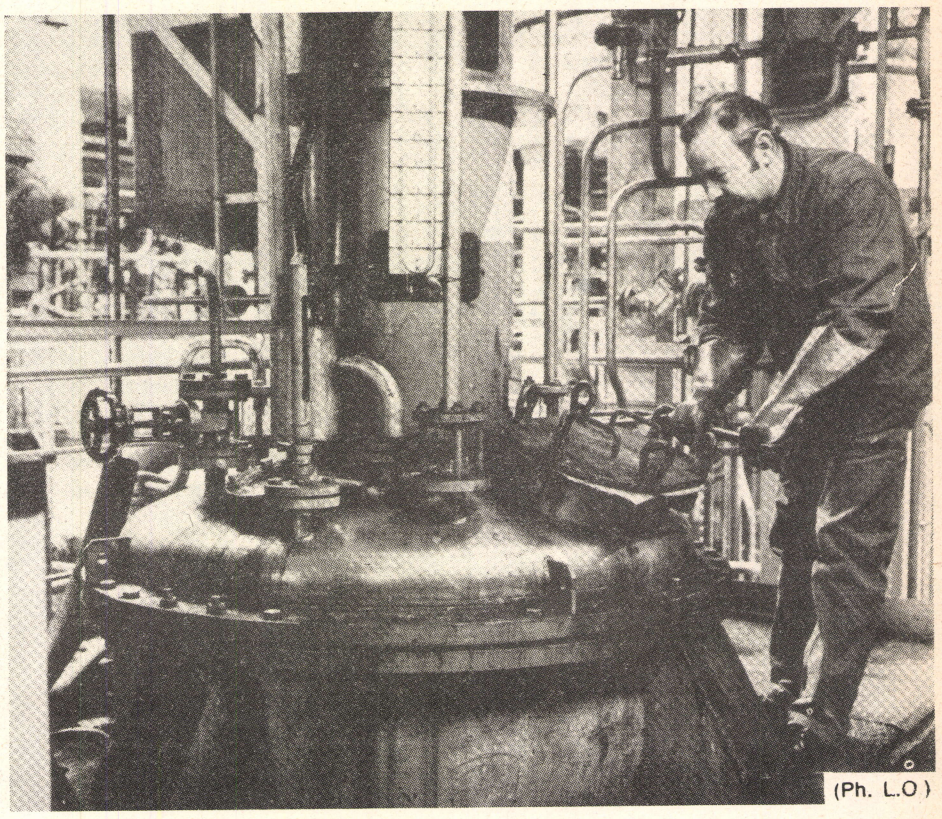
Maintenant, chacun s'interroge sur les responsabilités. Le bruit le plus répandu, c'est qu'il y aurait faute professionnelle, soit de l'ouvrier décédé, soit du chef, soit de l'ingénieur : un bon de pénétration n'aurait pas été donné ! C'est le rôle du patron de chercher à faire trinquer quelqu'un. C'est aussi son rôle de faire courir de tels bruits.

La vérité, c'est qu'à Rhône-Poulenc la sécurité bien souvent est insuffisante : l'usine est vétuste et les risques sont énormes à de nombreux endroits.

Ensuite, les ouvriers n'ont reçu aucune information et aucune formation sur la manipulation des produits utilisés et très dangereux. Bien souvent, les travailleurs ne connaissent même pas le nom des produits ! Dans ces conditions, comment pourraient-ils mesurer les risques qu'ils encourent ? En général, les travailleurs s'aperçoivent de la nocivité des produits par l'effet qu'ils produisent sur eux ; d'ailleurs, certains ateliers ou secteurs de l'usine sont appelés couramment par le nom des malaises qu'ont les travailleurs qui y travaillent !

Tout le fonctionnement de l'usine a pour but le rendement et non la sécurité des travailleurs : il faut travailler vite, faire la production même si c'est dangereux ! Voilà ce qu'on apprend à l'ouvrier ! Voilà pourquoi le seul responsable, c'est le patron, car il n'hésite pas à mettre en danger la vie des travailleurs pour sortir sa production !

Correspondant L.O.



(Ph. L.O )

**Quand l'hypocrisie patronale touche au cynisme.** (Ph. L.O).

## C.I.I. (Toulouse)

# Capital - assassin !

UNE travailleuse de la CII à Toulouse est morte des suites d'un accident intervenu devant l'usine lors de la rentrée du matin.

L'entrée de cette entreprise est particulièrement dangereuse. En effet, c'est directement, de la plus importante voie de dégagement de Toulouse, « la Rocade », que l'on rentre à l'usine, et tous les matins ce sont des milliers de voitures qui circulent dans tous les sens. Et, pour réglementer quelque peu ce trafic, qu'existe-t-il ? Rien, pas même un feu clignotant. Et c'est en traversant la Rocade que cette travailleuse a été happée par une voiture.

L'indignation dans l'usine était générale, beaucoup de travailleurs demandaient que l'on fasse quelque chose tout de suite. Pendant ce temps, les syndicats affichaient une lettre, adressée aux pouvoirs publics, où ils faisaient part de leur « émotion » ; des nouvelles de notre camarade, qui était dans le coma, étaient affichées régulièrement : tout cela pour expliquer qu'il fallait attendre, ne rien précipiter : « **On ne va pas débrayer pour tous les accidents** » ; « **Elle n'est pas encore morte, il y a de l'espoir** ». Ainsi, pour les syndicats, la question des responsabilités n'était pas claire ! En fait, tous les syndicats, sous prétexte de ne pas vouloir « profiter » du cas personnel, essayaient de calmer les esprits en faisant attendre de chimériques résultats d'une lettre et d'une entrevue avec la direction. Celle-ci fit rapidement savoir d'ailleurs qu'elle avait déjà fait l'impossible.

Le mardi matin, devant l'affiche annonçant la mort de notre camarade, l'indignation était à son comble. Immédiatement, les syndicats organisent un débrayage d'une demi-heure. Devant l'ampleur que cela risquait de prendre, la direction fait savoir qu'elle est prête à payer la demi-heure.

Ainsi, c'est toute l'usine qui se retrouva au rassemblement. Mais les délégués, au lieu d'offrir une perspective à cette indignation, se contentèrent de rendre hommage et d'organiser dix minutes de silence. Et tout cela, il faut le dire, en présence de la direction.

Mais les conversations reprenaient, les travailleurs étaient un peu surpris de la tournure que prenaient les événements. Le travail reprend et, dans les services, l'après-midi, on commence à parler et à proposer de barrer la route le matin, mais la plupart attendent une initiative des syndicats. Et, sous la pression d'un bon nombre de travailleurs, les syndicats décident un blocage de la circulation pour le vendredi, ce qui fut fait et obtint un réel succès. Depuis, la mairie met un flic devant l'entrée tous les matins. Mais le problème est loin d'être résolu et il faudra que la pression des travailleurs soit plus forte pour faire comprendre à la direction que l'on ne vient pas à l'usine pour se faire tuer.

**Correspondant L.O.**

## Cimenteries

# Les manœuvres patronales font long feu

ALORS que la grève des cimenteries durait depuis quatre semaines, le patronat cimentier a tenté, dans la semaine du 10 au 16 décembre, un certain nombre de manœuvres contre les grévistes. C'est ainsi que, lors des négociations du 10 décembre, il opposait aux revendications des grévistes une véritable fin de non-recevoir.

Les syndicats réclamaient le salaire minimum à 1.400 F, 6 % d'augmentation et avaient repris la revendication de 200 F d'augmentation pour tous présentée localement par certains grévistes, notamment par les ouvriers cimentiers de la région de Mantes-la-Jolie. Mais, après vingt heures de négociation, les patrons proposaient... 3,5 % d'augmentation, dont 2 % étaient déjà prévus avant la grève ! Ainsi, le patronat proposait tout simplement aux travailleurs, après un mois de grève, de reprendre avec 1,5 % d'augmentation !

Il espérait sans doute ainsi démoraliser les travailleurs et amorcer un mouvement de reprise. La presse a d'ailleurs accrédité cette idée, en reproduisant complaisamment les communiqués patronaux, parlant d'une « reprise progressive » dans les usines et affirmant que la production cimentière était assurée à 70 %.

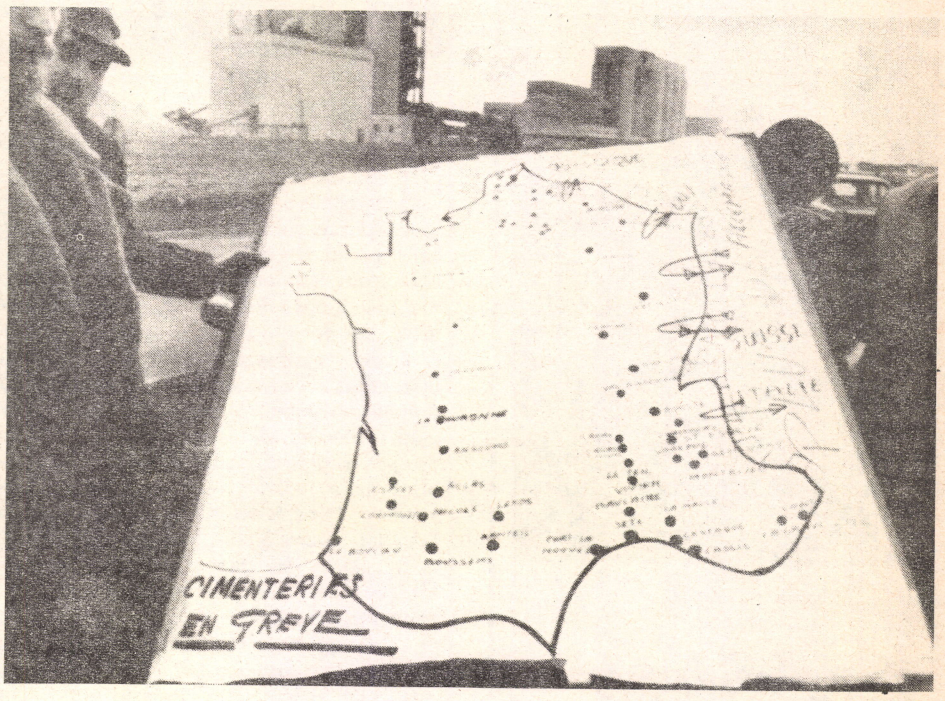
En fait, il y a loin de cette intoxication patronale à la réalité. La seule réalité était l'échec d'un certain nombre de tentatives de coups de force patronaux pour faire reprendre le travail.

Ainsi, à l'usine Lafarge de Conte-les-Pins, dans la région de Nice, où des camions tentèrent de défoncer les portes de l'usine occupée ; à l'usine de Neuville-sur-Escault (Ciments-Français) où, de la même façon, des camions tentèrent de forcer l'entrée pour venir charger du ciment ; à l'usine du Havre (Ciments-Français), où le piquet de grève a été forcé par un groupe d'individus armés de gourdins et de clés à molette qui a réussi à rallumer un des fours ; à l'usine de Limay enfin (Lafarge), où pratiquement tous les jours, depuis l'occupation de l'usine, un groupe de cadres et d'agents de maîtrise tente de s'attaquer au piquet de grève et de forcer l'entrée.

Mais ces manœuvres n'ont nullement entamé la combativité des travailleurs des cimenteries, qui ont ressenti l'attitude patronale comme une véritable provocation, bien décidés à continuer jusqu'à satisfaction.

DERNIERE MINUTE :

**Dimanche 16 décembre, un accord entre le patronat cimentier et les organisations syndicales était annoncé. La CGT était partisan de la reprise, tandis que la CFDT réservait sa position.**




(Ph. AFP)

# Dans les cimenteries de la région mantoise

DEVANT l'attitude patronale, bien loin d'être découragés, les travailleurs des trois grosses cimenteries de la région mantoise ont eu tendance dans la semaine du 10 au 16 décembre, à durcir leur mouvement. C'est ainsi par exemple que, après l'usine de Guerville, occupée depuis le début du mouvement, l'usine de Limay, à son tour, a été occupée la semaine dernière par les travailleurs, et les portes fermées ; à Gargenville, seule la présence de forces de police devant l'usine a empêché l'occupation de l'usine et la fermeture des portes ; pourtant, devant la détermination des grévistes, et bien que s'étant ainsi placé sous la protection de la police, le patron a dû renoncer à toute expédition (en effet, jusqu'à présent, le patron, aidé en cela par certains membres de la maîtrise, avait réussi à faire tourner un four et à sortir une production minimum, expédiée par péniche) ; quant aux grévistes, ils ont continué, chaque matin, de se réunir à l'usine en assemblée générale, pour faire le point au jour le jour des différents événements.

La détermination des grévistes est donc restée entière. Cela d'autant plus que les grévistes des cimenteries ont bénéficié du soutien et de la solidarité des autres travailleurs : c'est ainsi que, dans la région de Mantes, les collectes dans les cités, les marchés, aux portes des usines, ont été accueillies avec sympathie ; et à la manifestation du 6 décembre, à Paris, où une délégation d'une quarantaine de grévistes des trois cimenteries mantoises défilait derrière une banderole commune réclamant les 200 F pour tous, c'est au total plus de 10 000 F (nouveaux) qui ont été recueillis. Les grévistes ont constitué un Comité chargé d'organiser les collectes et de répartir les fonds à l'échelle de la région et comprenant des représentants des trois usines.

Le patron de Gargenville a beau faire allusion aux « éléments extérieurs » qui, selon lui, exercent une influence néfaste sur les grévistes, c'est bien avec le mécontentement des travailleurs de Gargenville qu'il doit compter.

*Correspondant L.O.*

**Ceux des cimenteries de Mantes à la manifestation du 6 décembre à Paris.** (Ph. L.O.)

# Syndicats CGT ou associations de dames patronnesses ?

*LE sort des travailleurs de Lip n'est toujours pas réglé, même si la presse et la radio sont beaucoup moins loquaces sur ce sujet. Misant sur le fait que Lip est passé au deuxième plan de l'actualité et que les travailleurs n'ont plus autant d'informations sur la situation chez Lip, les syndicats CGT de l'Alsthom-UNELEC et de la Bull à Belfort viennent d'appeler dans un tract larmoyant les travailleurs de ces entreprises à verser massivement pour le Noël des enfants de Lip.*

*Comme si les travailleurs de Lip en étaient réduits à la mendicité et à vivre de la charité publique ! Contrairement à ce que la CGT veut faire croire, les travailleurs de Lip ont toujours le moral ; c'est tous les jours qu'ils continuent à se réunir en assemblée générale et pour l'instant le « trésor de guerre » est loin d'être épuisé et les travailleurs, en plus des indemnités de chômage, touchent un complément de salaire grâce à la paie sauvage.*

*C'est pourquoi ce tract CGT est une duperie. Car si, bien sûr, les travailleurs de Lip ont accepté tous les soutiens financiers, ce n'est pas l'argent qui leur manque le plus. Ils étaient en droit d'attendre que la CGT offre une perspective de lutte ; elle leur fait la charité.*

*Quel besoin a donc la CGT de singer les dames patronnesses en appelant les travailleurs à verser leur obole pour le Noël des enfants de Lip ?*

*La CGT de Belfort a pu se dédouaner à bon compte en soutenant Lip de la pire façon qui soit : celle qui tend à laisser croire aux autres travailleurs que les Lip, défaits et battus, en sont réduits à tendre la main.*

Correspondant L.O.

**CGT** **FSM**

**SOLIDARITE NOEL LIP**

**On sait que, pour environ neuf cents familles la seule solution apportée jusqu'à maintenant est leur inscription au chômage.**

**Et on sait ce que peuvent ressentir ces familles, réduites à des multiples sollicitations et contraintes pour obtenir ces maigres subsides.**

**Par ailleurs, les enfants de ces travailleurs risquent de se voir privés de leur traditionnel Arbre de Noël et de la distribution de jouets qui l'accompagnait, le Comité d'Etablissement n'ayant bien sûr pas reçu sa dotation habituelle sur laquelle il prenait pour organiser cette fête à l'intention des enfants.**

**Mais ceux-ci doivent tout de même avoir leur Noël malgré l'âpreté du patronat et du gouvernement qui refusent aux travailleurs de Lip la solution qu'on sait possible et qui leur permettrait de reprendre leur activité et leur vie normale.**

**C'est pourquoi :**

**— pour le Noël des enfants Lip ;**

**— pour exiger que les travailleurs Lip retrouvent leur emploi et aussi par solidarité avec tous ceux qui sont menacés par une politique qui met de plus en plus en cause l'emploi en général et dans la région,**

**UNE COLLECTE AURA LIEU AUJOURD'HUI AUX PORTES DE L'USINE.**

**Grâce à vos versements, il ne sera pas dit que ce Noël et ce Nouvel An seront de tristes fêtes pour nos camarades de Lip, leurs familles, leurs enfants.**

**Merci d'avance.**

Les syndicats CGT
Alsthom - Unelec
et Bull Belfort

## Renault-Billancourt (Ile Seguin)

# A la Peinture, la maîtrise en voit de toutes les couleurs

AVEC la nouvelle grille des salaires établie en juillet par la direction, une des catégories les plus lésées a été les P1 F. Depuis la rentrée, un certain nombre d'actions de ces catégories ont eu lieu. La dernière en date est celle des peintres au pistolet.

Les traditionnelles délégations aboutissaient toutes au même refrain : « 80 % d'entre-vous seront au maxi de la classe d'ici février ». Un point c'est tout. Malheureusement pour la maîtrise, les pistoleteurs-laques ont un sens assez aigu de la justice. Faisant tous le même travail, ils ne veulent pas être divisés. Ils ne démordaient pas de leurs revendications : « Le maxi pour tous, le maxi tout de suite », « A travail égal salaire égal ». Spontanément, vendredi, vers 17 heures, ils débrayaient.

Bientôt, une quarantaine de travailleurs se rendait à la direction du département 74. Le chef, ayant terminé sa journée, n'appréciait pas tellement de faire des heures supplémentaires et le prit sur un ton assez sec : « Nous ne pouvons rien faire, faites la grève si vous voulez, ça ne nous gêne pas, les voitures ne se vendent pas... ».

De retour sur la chaîne, les travailleurs eurent une mauvaise surprise. Régleurs et chefs d'équipe encadrant quelques travailleurs sous contrat provisoire essayaient de faire tourner une chaîne. Devant cette situation, les ouvriers voulurent reprendre leur pistolet. Mais la maîtrise, ayant déjà été bernée lors d'un précédent débrayage — les travailleurs reprenant leur pistolet uniquement pour empêcher les jaunes et la maîtrise de s'en servir — ne voulut rien savoir. Alors, on assista à un pugilat cocasse, chacun voulant garder le pistolet en invoquant la liberté du travail. Mais voyant que la provocation de la maîtrise risquait de dégénérer en bagarre, les grévistes usèrent d'une autre ruse : ils s'affirmèrent décidés à reprendre le travail à condition qu'on leur accorde une entrevue. La maîtrise saute sur l'occasion. Et, pendant que la délégation s'éloigne pour aller discuter, les ouvriers reprennent leur poste. Juste le temps de saisir leur outil et, de nouveau, ils débrayent. Une seconde fois, ils sont maîtres de la situation. C'est vendredi, la journée se termine à l'avantage des grévistes.

Lundi, on remet ça. Mais bientôt la maîtrise arrive avec un huissier. Un chef essaie de prendre un pistolet des mains de grévistes. Bousculade. Puis, lassés, les grévistes se retirent dans la salle de repos attendre l'équipe de relève pour voir si elle va suivre le mouvement. Mais ceux-ci ne sont pas décidés. Le lendemain, le mouvement continue, mais les grévistes se lassent sentant bien que, pour vaincre, il faudrait une lutte dure, car malgré son caractère localisé, il s'agit en fait de remettre en cause tout le système de la fameuse grille des salaires. Et sur ce point, chacun se rend compte que la direction ne cédera pas devant une quarantaine de grévistes. Alors, le travail reprend. Mais les travailleurs ne sont pas découragés. Ils n'ont pas eu gain de cause. Ils ont perdu un peu d'argent, mais ils ont affirmé leur sens de la dignité et ils en sont fiers, d'autant plus qu'à plusieurs reprises les ruses qu'ils ont employées ont mis la direction dans une situation embarrassante et ridicule. Et cela est réconfortant.

Correspondant L.O.

(Ph. L.O.)

## Texunion (Mulhouse)

# Le fond de l'air est chaud

TEXUNION est une entreprise d'impression sur tissus qui dépend du holding DMC (Dolfus, Mieg et Cie qui comprend près de cent vingt-neuf usines dans le monde entier) et de Pricel. Cela n'empêche pas cependant que les conditions de travail soient scandaleuses :

### A L'ATELIER BLANCHIMENT :

Pour des raisons d'ordre technique, les tissus nécessitent beaucoup d'eau bouillante et ainsi d'énormes quantités de vapeur d'eau sont continuellement en suspension dans l'atelier. Cela rend l'air irrespirable. Bien entendu, il existe un système d'aération censé faire disparaître la vapeur d'eau, mais il est pratiquement inefficace. Ainsi, on subit avec plus d'acuité les changements de saisons : été suffocant, hiver froid et humide puisque, bien entendu, le chauffage est presque inexistant. Pour les travailleurs, cela se traduit par des difficultés respiratoires.

### A L'ATELIER TEINTURE :

Des flaques de teinture dues à sa manutention nous font glisser sur le sol et cela occasionne souvent des chutes. Dans un atelier aussi on a des difficultés respiratoires dues aux vapeurs toxiques de la teinture. Un camarade nous confiait : *« Si j'avais la possibilité d'examiner mes poumons, je quitterais Texunion ».*

En outre, bon nombre de travailleurs (parmi lesquels des camarades immigrés) gagnent moins de 1 200 F par mois. Et la maîtrise a le cynisme de déclarer : *« Il faut savoir sacrifier les problèmes humains aux problèmes économiques » !*

*Correspondant L.O.*

# Pas très diplomate, l'ingénieur !

*A la suite d'un article sur les conditions de travail des ouvriers des espaces verts HLM du Creusot, paru dans le bulletin* L.O. *de l'usine Creusot-Loire, l'ingénieur-chef des jardins de l'Office des HLM de Saône-et-Loire convoqua tous les jardiniers du Creusot et de Montchanin dans le local du Creusot pour 17 h 15.*

*Notre ingénieur, qui était accompagné du sous-directeur, nous fit la communication suivante :* « Vous connaissez tous cette « feuille de chou » parue dans Creusot-Loire. Si l'un de vous a participé à la rédaction de ce tract qu'il se signale et vous pourrez rentrer chez vous, même avant l'heure. On discutera avec lui... »

*Devant le silence, Monsieur l'ingénieur fit appel à nos souvenirs :* « L'été dernier, dans le bois, certains d'entre vous travaillaient par des 40° à l'ombre ! Avez-vous entendu des propos suspects comme, par exemple, « J'en ai marre ? ». *Les travailleurs se taisant, l'ingénieur signala que ceux qui font des « conneries » seraient absous, et les « bons ouvriers » qui donnent des renseignements auront des récompenses. Il indiqua également :* « Je connais plus de choses sur vos familles que vous ne le pensez. Si un jour vous avez besoin de deux heures pour aller voir votre femme en couche, vous les aurez... »

*Le sous-directeur déclara qu'il était disposé à entendre des revendications. Mais personne ne posa de questions à la direction ; et pourtant ce ne sont pas les problèmes qui manquent. Des travailleurs qui avaient bonne mémoire, bien qu'aspirant à s'exprimer, gardèrent le silence. Il faut dire qu'à l'ODHLM, nous n'avons pas de syndicat. Notre ingénieur répéta qu'il voulait des renseignements sur le tract, perdit tout contrôle et le style du discours s'en ressentit.*

*Après avoir déclaré que le tract n'était pas du style Cocteau, il se montra grossier :* « Bon Dieu, puisque personne ne parle, vous pouvez partir, car si je vous retardais trop, cela serait dénoncé dans cette « feuille de chou » !... *Nous sommes quand même partis dix minutes en retard !*

Correspondant L.O.

**livres**

# LA DEUXIÈME RÉVOLUTION CHINOISE

## *de K. S. KAROL*

**LE gros livre de K.S. Karol** La deuxième révolution chinoise **est bien décevant et quiconque chercherait à travers ces quelque cinq cents pages les éléments lui permettant de connaître et de comprendre ce que fut la « grande révolution culturelle prolétarienne en Chine » tournerait la dernière page sans une seule idée claire sur la question.**

**C'est que Karol, journaliste ayant voyagé à plusieurs reprises en Chine et introduit auprès des milieux officiels, voit les choses, et l'histoire de la Chine de 1966 à 1969 en particulier, par le petit bout de la lorgnette ou, plutôt, il les voit à travers la lunette chinoise, à travers ce que veulent bien en dire les autorités du pays. Preuve en est donnée par les sources auxquelles il prélève ses informations et qu'il nous présente, dans son introduction, comme sûres et absolument dignes de foi : la presse chinoise, celle des gardes rouges, le bulletin quotidien de l'agence Chine Nouvelle,** Pékin-Information **et les interviews de personnalités de l'Etat durant la « révolution culturelle ». Voilà pourtant autant de sources qui ont de quoi laisser rêveur tout lecteur cherchant autre chose que le point de vue purement officiel sur les événements de cette époque. D'autant plus que Karol se contente de nous livrer ces informations, se permettant rarement, et toujours sur la pointe des pieds, d'en tirer quelques conclusions, d'en faire une analyse et une synthèse. Et, peut-être pour rester « objectif », selon sa profession de foi des premières pages, Karol nous inflige un vrai pensum, indigeste et lourd, composé du récit quasi au jour le jour des événements, tels que les autorités et personnalités du régime ont bien voulu les lui rapporter.**

**Nous apprenons tout des rivalités entre Lin Piao, Chou En Lai, Liu Shao Shi, Mao, etc., nous suivons par le menu les rivalités, les tendances qui s'affrontent, les « révolutions de palais », les grâces ou disgrâces qui, frappent les gens en vue dans l'appareil d'Etat. Des chapitres entiers y sont consacrés, et Karol s'interroge fort sérieusement pour savoir si la disgrâce d'un tel est vraiment une disgrâce ou une tactique géniale dirigée en coulisse par le président Mao. C'est insipide et à peu près totalement dépourvu d'intérêt.**

**De même, lorsqu'il quitte les milieux dirigeants pour « descendre dans la rue », il reste accompagné d'un représentant des autorités et recueille par sa bouche une version des faits qui ne satisfait que lui-même. Ainsi, à propos des événements de Shanghai de 1967, dont les quelques échos qui atteignirent la France révélaient des affrontements sanglants entre soldats, gardes rouges et ouvriers, Karol note qu'on ne lui en parle que par allusions. Il retient les silences, le caractère « flou », « insolite » de ce qu'on lui raconte, mais, compte tenu de ces maigres réserves, n'en conserve pas moins la version officielle, manifestement tronquée, comme vraie. Nous apprenons donc, par la bouche d'un ouvrier « ayant fait son autocritique » et en présence d'un « responsable », que** « les extrémistes étaient majoritaires dans l'usine » **et que** « les soldats n'avaient pas demandé de renforts dans le seul but d'éviter une effusion de sang plus grande afin de ne pas verser d'huile sur le feu de notre bataille fratricide »... **ce qui est bien mince quant au déroulement réel de ces événements.**

**La lecture fastidieuse de cet épais volume ne pourra satisfaire que ceux qui se contentent, pour — à ce qu'ils prétendent — comprendre l'histoire, d'apprendre par le détail les remous agitant les couloirs du palais de Mao à Pékin, les impressions rapportées sur la campagne ou les facultés chinoises pendant cette période et quelques interviews, toutes très « dans la ligne ». Mais sur la « révolution culturelle », sur son déroulement, sur la manière dont elle se traduisait pour les prolétaires chinois, Karol, qui d'après son livre n'en sait lui-même pas grand-chose, ne nous apprend rien.**

Lucienne PLAIN.

Ed. Robert Laffont - Prix : 38 F.

Une propagande omniprésente et une militarisation du travail... qui ne sortiront pas la Chine de son sous-développement. (Ph. AFP)

Etudiants, professeurs et gardes rouges manifestent en 1966. Ce n'est pas sur le prolétariat que Mao Tsé-Toung s'appuyait. (Ph. UPI)

# LIOUBIMOV, VILLE AIMÉE

## *de SINIAVSKI*

**Andreï Siniavski.** (Ph. UPI)

DEJA publié en 1966, **Lioubimov, ville aimée,** vient de ressortir en livre de poche. C'est le deuxième livre d'Abraham Tertz-Siniavski, cet écrivain russe qui depuis quelques mois a choisi l'exil en France et qui joua un rôle de premier plan avec son ami Iouli Daniel dans la cristallisation d'une opposition parmi les intellectuels en URSS.

En 1966, dans un grand procès à huis-clos, Siniavski était condamné pour ses écrits à cinq ans de travaux forcés tandis que Daniel l'était à sept ans.

Les accusés avaient refusé de passer aux aveux et cela se savait. Accusés d'anti-soviétisme, Siniavski et Daniel faisaient partie en effet de ce courant d'intellectuels qui a choisi de dénoncer impitoyablement la société russe, bureaucratisée, stalinienne. Devant ses juges, Siniavski se défendit ainsi : **« J'affirme que le communisme est un but grandiose... et que l'Occident est incapable de rien proposer de semblable. Mais les moyens réels ne correspondent pas toujours au but. »**

Et il ajoutait : **« Pour que les prisons disparaissent à jamais, nous en avons bâti de nouvelles... Nous avons souillé non seulement le corps mais l'âme. »**

Pourtant, par ailleurs, Siniavski justifiait même le stalinisme et toutes ses cruautés comme une étape historique nécessaire !

Dans **Lioubimov, ville aimée,** comme dans **Le verglas,** nous le voyons empêtré dans cette contradiction qui fait que le lecteur ne sait pas très bien démêler ce qui est dénoncé et ce qui ne l'est pas. Lioubimov est une parodie du communisme dans un seul pays, une seule ville même, assiégée, avec à sa tête un chef suprême bien-aimé, tout-puissant et même magicien. C'est la pénurie. Les gens sont dans la misère ? Eh bien, Liona Tikhomirov, cet Hercule russe, transforme l'eau en champagne : **« Entendons-nous bien c'était toujours de l'eau... mais ce qui avait changé c'était son action sur l'homme qui la buvait... »**

Cruelle satire des conditions de vie des gens, des procédés du pouvoir totalitaire, du « viol des foules », ce roman est en même temps un curieux mélange de politique-fiction et de récits fantastiques où le lecteur a un certain mal à se retrouver.

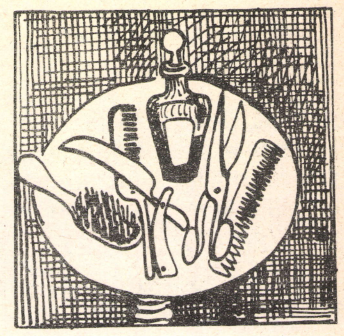
D'explications, d'analyses claires de l'univers soviétique, il n'y en a pas. Mais ce livre est plein de détails cruellement peints et l'on comprend au moins parfaitement une chose : pourquoi la bureaucratie soviétique s'est sentie visée de mille pointes.

**Dominique LEGER.**

**Collection 10/18, n° 824 - Prix : 8 F.**

# SOUVENIRS D'UN PERRUQUIER

## Giovanni Germanetto



### VINGT CINQ ANNEES DE LUTTE D'UN REVOLUTIONNAIRE ITALIEN

## RÉSUMÉ

Les Souvenirs d'un perruquier, **édités pour la première fois en 1930, relatent la vie de l'auteur, militant socialiste du début du siècle, qui contribua à la naissance du Parti Communiste d'Italie.**

**Demeurant dans la cour même de la fabrique de céramique de Mondovi où son père s'est embauché, le jeune Germanetto assiste à la préparation d'une grève des ouvriers de la fabrique.**

**Infirme d'une jambe, Germanetto doit se résigner à la carrière de barbier. Mais c'est dans cette boutique de coiffeur qu'il assiste à de vives discussions politiques et se range d'emblée du côté socialiste. Il devient propagandiste des jeunesses socialistes dans les villages de la région.**

**Après quelques déboires avec la police, Germanetto trouve du travail à Turin. Les coiffeurs sont très peu organisés et notre militant socialiste entreprend de se faire respecter par la clientèle. Il réussit finalement à monter une union professionnelle des coiffeurs qui organise la grève. Elle est en partie victorieuse. N'ayant plus de travail à Turin, Germanetto trouve une place chez un coiffeur clérical de Fossano. Très vite la boutique se transforme en un véritable club politique. Germanetto et quelques ouvriers qui l'ont rejoint fondent une section socialiste qui décide d'organiser des meetings dans les villages voisins.**

**Peu à peu ils parviennent à organiser un syndicat du bâtiment, des métaux, du textile, des cordonniers, des ouvriers du livre et ils créent une Chambre du Travail. Les ouvriers du bâtiment et des briquetteries se mettent en grève et emportent la victoire. Dans les prisons, une grève « des bras croisés » permet aux prisonniers d'arracher des salaires identiques à ceux des travailleurs libres.**

**La Première Guerre mondiale éclate bientôt.**

**Tandis que Germanetto milite dans les rangs du PSI, les mouvements ouvriers se développent. C'est alors qu'il assiste au soulèvement de Turin.**

**Puis il participe au Congrès du Parti Socialiste à Florence, où il se rend compte des faiblesses de ce parti.**

## (14)

Aux horreurs de la guerre vint s'ajouter une furieuse épidémie de « grippe espagnole », non moins meurtrière que les balles ennemies. A Turin, il mourait jusqu'à cent vingt personnes par jour. L'insuffisance de vivres irritait la population, particulièrement les femmes, qui, faisant queue devant les magasins, maudissaient ouvertement la guerre.

— Sale guerre ! Les dames ne font pas queue, elles ! Elles s'envoient des poulets et du pain blanc...

— Il faut en finir !

— Il faut faire comme en Russie !

— Parfaitement, c'est la révolution qu'il nous faut !

— Ici aussi, nous aurons un Lénine !

Lénine !... Ce nom était le symbole de l'espérance, parfois aussi celui de la menace. On le voyait aux fenêtres des maisons, sur le socle des monuments, partout.

Un jour que je sortais de l'**Avanti !** de Turin, je fus appréhendé par une patrouille qui passait par là et conduit à San Carlo comme suspect.

Je trouvai au violon une compagnie triée sur le volet : des ivrognes, des voleurs, des trafiquants de cocaïne, quelques soldats. Un vacarme effroyable, un air confiné au possible. Monté sur une table, un individu pris de vin pérorait. Mon arrivée n'interrompit pas le flot de son éloquence.

— Non, il n'y a pas de justice... Et je le démontrerai.

— Va te coucher, macaque !

— La ferme, abruti !

— Je le démontrerai. J'étais en Amérique... Dès que j'ai appris que nous avions la guerre avec les Allemands, je suis revenu ici et je me suis engagé comme volontaire. Un mois après j'étais déjà au front. Mais j'ai les nerfs faibles et j'ai demandé la résiliation de mon engagement. Figurez-vous, messieurs, qu'on me l'a refusée...

— Ah ! il est beau le volontaire !

— Alors je me suis enfui. J'ai travaillé dans une usine de munitions. Seulement là je me suis fait prendre. J'avais bu un coup de trop et je me suis fait prendre... Non, il n'y a pas de justice sur la terre !... Est-ce que je ne servais pas tout aussi bien la patrie ?

— Capon ! Sale capon ! hurla un des soldats. Tu es venu faire la guerre, et maintenant tu te caches derrière les autres. Ote-toi de là, ou je te casse la gueule !

L'orateur descendit prestement de sa tribune improvisée.

— Je ne voulais pas la guerre, continua le soldat en s'adressant à l'assistance, j'ai lutté pour l'empêcher et j'ai passé vingt mois au front. Combien de morts n'ai-je pas vues ! Combien de mes camarades sont tombés sous mes yeux ! La faim, le froid, la vermine, les exécutions !... Parfois j'aurais voulu attraper une balle dans la tête pour en finir avec cette vie de chien. Et quand je suis venu en permission et que j'ai vu ce qui se passait à l'arrière, je n'ai pu me retenir de dire ma façon de penser, et me voilà ici. Et celui-là est venu d'Amérique... Sale macaque !

Le soldat s'arrêta à bout de souffle. Je le regardai attentivement.

— Qu'est-ce que tu as fait pour être ici ? me demanda-t-il.

— Je suis socialiste.

— Vive, vive le socialisme ! clama le soldat. Regarde, fit-il en me montrant le mur.

Et, dans la pénombre de la pièce, je vis en lettres gigantesques l'inscription : **« Vive Lénine ! »**

— Qui a écrit cela ? demandai-je.

— C'est moi, répondit le soldat.

— Comment as-tu fait ?

— C'est très simple : de l'eau et un crayon chimique.

— Tu es socialiste ? demanda au soldat un homme convenablement vêtu qui se tenait à l'écart.

— Oui, je suis socialiste. Et toi qui es-tu, avec ton air d'en avoir deux ?

— Tout doux ! Tu parles à un homme comme il faut...

— Qui pourtant est ici ! fit le soldat en éclatant de rire.

— Votre socialisme est irréalisable, continua l'autre sans relever l'ironie.

— Et pourquoi donc ?

— Il n'est pas possible que tous les hommes soient égaux...

— Evidemment, il y a des gens intelligents et il y a des c... comme toi, fit une voix du fond de la pièce.

— Qui est-ce qui se cache là-bas pour lancer des insultes ? Montre-toi donc ! cria l'homme « comme il faut ».

Un chasseur alpin de près de deux mètres de haut vint se planter devant celui qui le défiait.

— Me voilà. Eh bien ?

— Je... je voulais dire simplement qu'il est mieux de se regarder en face quand on discute.

— Oui, on comprend... tu te défiles. A propos, qui es-tu donc ? Moi, je suis un déserteur, j'ai envoyé au diable le fusil et le régiment, et toi ?

L'homme « comme il faut » garda le silence.

— Allons, un peu de courage !...

— Je... je suis la victime d'une erreur judiciaire.

Les éclats de rire de l'assistance se confondirent avec le fracas de la porte que l'on ouvrait. Un nouvel hôte, bien vêtu, lui aussi, entra dans la pièce. Il parcourut du regard la compagnie, et soudain, avec un cri de rage : « Ah charogne ! Ah mouchard ! », il se rua sur la « victime de l'erreur judiciaire », qui riposta vigoureusement.

D'abord personne ne jugea nécessaire d'intervenir dans la bataille. Puis le chasseur alpin sépara les combattants : tous deux, rouges, la face tuméfiée, étaient hors d'haleine.

— Ce monsieur est un mouchard de la police, dit le nouvel arrivé en s'adressant à l'assistance. On l'a mis ici pour qu'il fasse le « mouton ». Il s'était introduit dans notre société : tous des jeunes gens de bonne famille, il faut le dire. On passait gentiment

# FEUILLETON

le temps : de jolies femmes, une partie de cartes, parfois une pincée de « neige »... Et voilà qu'aujourd'hui on nous a tous arrêtés, et l'on m'a confisqué huit mille lires... Tout cela à cause de cette charogne !

Il voulait de nouveau se jeter sur son ennemi. Le chasseur alpin le retint.

— C'est toi qui es une charogne. Des fils « de bonne famille », comment donc ! Tous des embusqués ! Ce fils de bonne famille, messieurs, est le tenancier d'une maison de rendez-vous, cria la « victime de l'erreur judiciaire ».

— Pas du tout ! J'étais là par hasard. C'est toi, sale maquereau, qui vend ta femme au détail et qui fais le mouchard par-dessus le marché. Hier, on t'a vu avec une bourrique près de la Porta Palazzo, seulement on n'a pas eu le temps de nous prévenir. Mais, patience ! nous nous reverrons.

— Voilà pour qui nous nous battons ! fit le chasseur alpin avec dégoût. Ils se valent : les deux font la paire.

Et, après les avoir pris au collet et secoués vigoureusement, il cria :

— Maintenant, allez vous coucher, sinon...

Et il leur mit sous le nez deux poings énormes.

L'un des deux individus essaya de protester, mais un coup formidable l'envoya dinguer sous la table, pendant que l'autre filait prudemment vers les châlits.

La porte grinça sur ses gonds, et trois nouveaux « locataires » entrèrent.

— Bonsoir à toute l'honorable compagnie ! fit l'un d'eux. Permettez-moi de nous présenter : Tonio dit le Singe, Mario le Beau et moi, Bastiano le Long. On nous a cueillis à Balun (1) pour nous expédier sur le front, mais demain on s'apercevra que nous avons des comptes avec la justice, et nous sauverons notre peau : c'est l'essentiel. Allons, de la gaieté, les enfants, on ne nous enverra pas à la guerre !

Et la porte continue à s'ouvrir pour laisser entrer de nouveaux « locataires ». L'air devient absolument irrespirable. Ma tête est comme serrée dans un étau. A l'aube je m'endors pour quelques minutes, assis sur le plancher.

Quand le jour paraît, l'inscription « Vive Lénine ! » se détache nettement sur le mur. Tout le monde la lit. Un gardien qui entre l'aperçoit.

— Qui a écrit cela ?

Silence complet.

— Je sais bien que vous ne le direz pas : vous êtes tous des fripouilles. Je vais faire blanchir ça.

Un plâtrier arrive et passe un lait de chaux sur l'inscription. A midi le mur a séché, et les mots « Vive Lénine ! » s'y distinguent aussi nettement qu'auparavant. Le plâtrier revient. Même résultat : au bout de quelques heures l'inscription est toujours là. Un maçon alors est envoyé, qui gratte consciencieusement chaque lettre. L'inscription se grave en creux, perd sa couleur, mais elle se lit encore.

— Est-ce qu'on peut effacer un nom comme celui-là ! dit d'un air triomphant le chasseur alpin.

Quatre jours plus tard, lorsqu'on me relâcha, l'inscription se voyait encore.

Dans le train qui me ramène à Fossano, je rencontre un vieux paysan, parent éloigné de mon père.

— Bonjour, bonjour ! me dit-il.

— Il y a longtemps qu'on ne vous a vu : qu'est-ce qui vous est donc arrivé ?

— C'est pas ma faute, sais-tu... Notre nouveau curé, un bien brave homme, m'a dit de ne plus aller chez toi. Il m'a expliqué... tu es de ceux — j'ai oublié comment ils s'appellent — qui veulent partager le bien d'autrui. Tu sais, je n'y crois pas, mais pour qu'on n'ait pas de reproches à me faire, je ne viens plus si souvent.

— Il vous raconte des contes bleus, votre curé. C'est vrai, nous voudrions bien partager certaines choses, par exemple le domaine de Rovere, pour en distribuer les parcelles aux paysans comme vous qui triment toute l'année et qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts.

— Ah ça, ce serait juste. Mais le curé dit que c'est pas ce que vous voulez : si quelqu'un a deux cochons, par exemple, vous lui en enlevez un, et de même pour les poules, les lapins...

— Et combien de poules et de lapins vous coûte par an votre curé ? demandai-je en riant.

— Je ne sais pas, l'Eglise est pauvre, il faut la soutenir... Il faut gagner le ciel...

— En engraissant le curé ?

— Ne parlons pas de ça... Tu écris dans les journaux, tu « causes » aussi bien que le curé lui-même, à ce qu'il paraît. Et voilà, je voulais te demander un service, même deux...

— Volontiers, si je puis.

— J'ai été avisé par les autorités que mon Luigi, Dieu merci, a été fait prisonnier par...

Le vieux se gratta la tête.

— Par les Autrichiens, soufflai-je.

— Oui, oui, c'est ce que je voulais dire. Alors je vais lui écrire, c'est-à-dire pas moi parce que j'ai oublié depuis longtemps, mais Mariette. Seulement l'adresse est terriblement difficile. Tu me l'écriras, n'est-ce pas ?

Je le lui promis.

— Et maintenant, reprit-il, j'ai besoin d'un conseil. Il s'agit de la réparation de l'église, et pour cela il faut de l'argent. Monsieur le curé a trouvé une banque qui lui prêtera quelque chose, seulement il faut la signature de deux répondants. Et Monsieur le curé m'estime tant qu'il a pensé à moi... Je sais signer — je ne dis pas cela pour me vanter — mais je ne comprends pas très bien cette histoire de traite. Hein, qu'est-ce que c'est ?

— C'est bien simple : les répondants doivent payer la traite de leur poche, si celui qui a emprunté l'argent ne peut pas le rendre, expliquai-je.

Le vieux réfléchit un moment.

— Bon, j'ai compris. Seulement ne parle de cela à personne, car on pourrait croire que je n'ai pas confiance en ce saint homme. Qu'est-ce que tu me conseilles ?

— Je vous conseille de ne pas signer la traite. Maintenant je comprends pourquoi votre ratichon ne veut pas que vous veniez chez moi. Le saint homme a peur, non pas que je vous prenne un cochon, mais que je vous ouvre les yeux.

Le vieux était visiblement perplexe.

— Je sais bien que vous finirez par signer la traite et par la payer, et qu'après vous me direz : « Ah ! si je t'avais écouté ! », plaisantai-je. Apportez-moi l'adresse de Luigi, et je vous ferai plusieurs enveloppes à la fois.

Nous nous séparâmes. J'appris plus tard que le bonhomme avait dû en effet acquitter la traite et qu'il regrettait de ne m'avoir pas écouté.

A Fossano, le commissaire me retira la feuille de route qui m'avait été délivrée par la police de Turin et me dit :

— Si vous partez encore une fois sans ma permission, je vous coffre pour trois mois. Il est temps d'en finir. Pourquoi allez-vous à Turin ?

— Pour acheter du savon et d'autres articles nécessaires à ma profession de barbier.

— Nous savons fort bien que vous avez des accointances avec les pires coquins d'Italie, avec ceux qui sont contre la guerre. Où avez-vous passé ces cinq jours ?

— Je les ai passés en effet dans la compagnie des pires coquins, vous avez raison. Je les ai passés à San Carlo avec un embusqué, tenancier d'une maison de débauche, avec des voleurs, des vendeurs de cocaïne, embusqués eux aussi, avec des mouchards qui n'ont jamais mis les pieds au front et autres fripouilles de cette espèce...

**A suivre.**

---

(1) Quartier de la basse pègre à Turin.

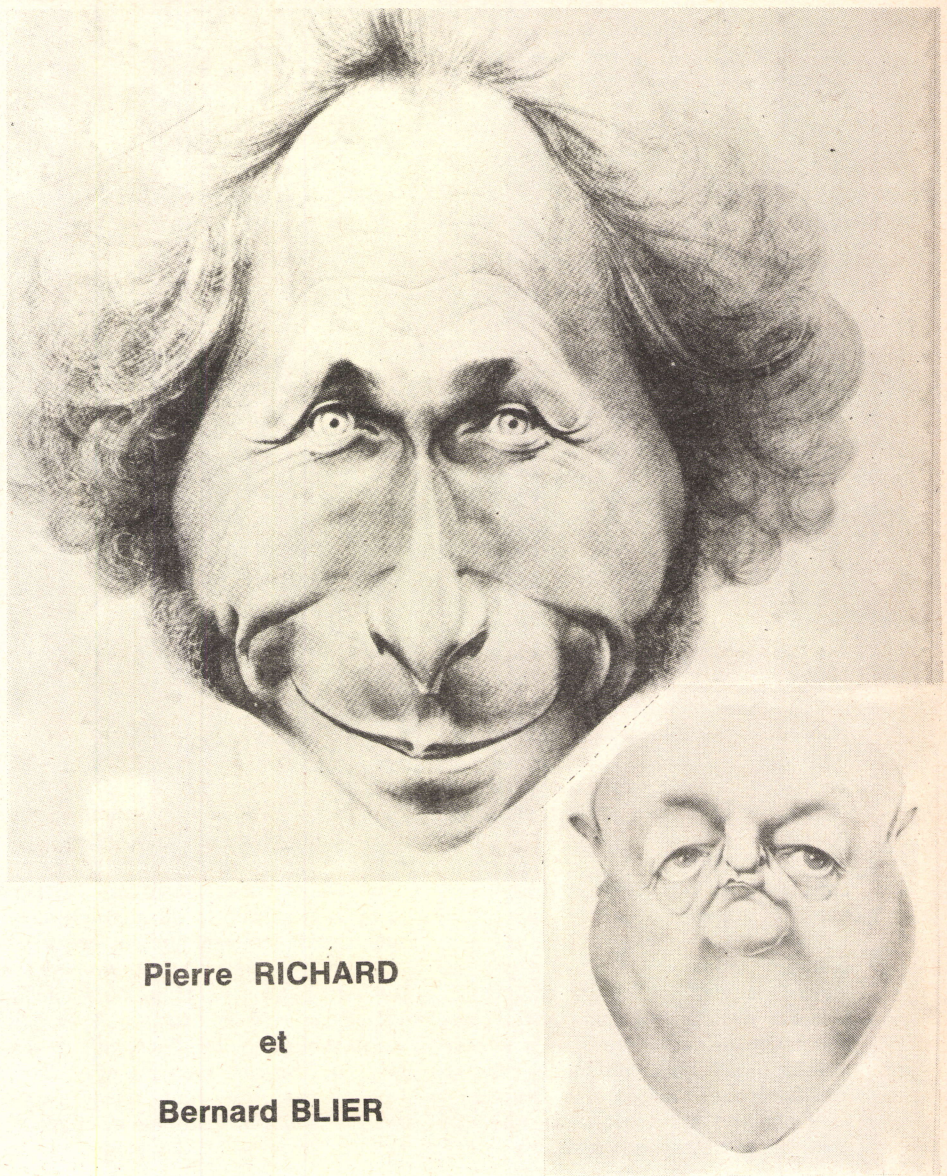
# JE SAIS RIEN, MAIS JE DIRAI TOUT

## de Pierre Richard

PAS facile, le métier de marchand de canons ! Surtout quand on est affublé par la nature d'un fils n'ayant aucun sens de la dignité familiale, vilain petit canard de 30 ans, espiègle comme un gamin de 15 ans, qui préfère la fréquentation des blousons noirs à celle des généraux et évêques, ses oncles respectables, qui chante avec insolence **l'Internationale** et se porte au secours de tous les déshérités, déclenchant d'ailleurs, à chacun de ses pas, une catastrophe.

Pierre Richard, avec une verve joyeuse et fine, lance ses flèches et touche en plein dans le mille. Il prend successivement pour cible l'église, l'armée, la police et la prétendue bonne société qui, pour gagner toujours plus de gros sous, ne recule devant aucune sale manœuvre. Sans avoir l'air d'y toucher, il relève l'hypocrisie, les absurdités et la cruauté de la société actuelle. Dans un style simple, au travers des aventures de ce jeune homme un peu bête, naïf et bourré de bonnes intentions, Pierre Richard brosse devant nous un tableau qui ne manque pas de véracité et qui nous fait rire de bon cœur.

L.P.



Pierre RICHARD

et

Bernard BLIER

# LO PAIS

## de Gérard Guérin

LO PAIS, **c'est l'histoire d'un jeune des Cévennes qui monte à Paris pour trouver du travail. Et là, il va connaître la vie de ces dizaines de milliers de jeunes provinciaux déracinés : le foyer de jeunes travailleurs, puis la chambre de meublé, les queues pour trouver un emploi et les petits boulots qu'il faut bien faire lorsqu'on n'a aucune qualification. Et notre héros sera d'abord serveur dans un self, puis colleur d'affiches. Et avec tout ça, il y a les copains de travail, les aventures passagères, le contremaître gueulard, le vieux prolo sympa qui le prend en amitié, le football du dimanche.**

**Et bientôt, parce qu'il en a assez de cette vie monotone, il retournera chez lui au « païs ». Et la morale du film, c'est que finalement il vaut mieux rester chez soi que venir à Paris mener une vie de con.**

**L'ensemble du film est sympathique, plein d'humour, et l'on ne s'ennuie jamais. Les personnages sont plus vrais que nature et la vie du jeune perdu dans la capitale, sans but et sans lien, est bien sentie mais jamais dramatisée.**

**Pourtant, le côté le plus faible de** Lo Païs **est sans doute ce qu'il veut démontrer, c'est-à-dire la nécessité du retour au pays. Pour faire prendre conscience à ce jeune Cévenol de son identité d'Occitan, le réalisateur a laborieusement élaboré une rencontre avec des bretonnants (dont Gilles Servat), qui seront censés lui donner une conscience nationale. Et, lorsqu'il revient au pays et qu'il s'embauche dans une ferme pour y rester, le film, qui s'est longuement attardé sur la vie de l'ouvrier parisien, ne montre rien de celle du travailleur agricole des Cévennes, qui n'est guère meilleure et même plutôt pire.**

**Et ce plaidoyer discret en faveur de l'Occitanie et du Larzac (de la manifestation duquel on voit une partie), est plutôt naïf et guère convaincant.**

**Mais ce n'est là qu'une petite partie du film, qui n'altère en rien l'intérêt de l'ensemble.**

J.L.

## SÉLECTION TÉLÉVISION

**Mardi 18 décembre :**

DEUXIEME CHAINE (20 h 35) :

**Arsène Lupin,** d'après l'œuvre de M. Leblanc.

**Mercredi 19 décembre :**

DEUXIEME CHAINE (20 h 35) :

**Lucien Leuwen,** un film de Claude Autant-Lara, d'après le roman de Stendhal.

**Jeudi 20 décembre :**

PREMIERE CHAINE (20 h 35) :

**TEMPS LIBRE : Vogue la galère,** une pièce de Marcel Aymé, réalisée par Raymond Rouleau.

DEUXIEME CHAINE (20 h 35) :

**Arsène Lupin** (suite).

TROISIEME CHAINE (20 h 40) :

**52, MAGAZINE DE GRAND REPORTAGE : Palestine, être ou ne pas être.** Annoncé sous réserves.

**Vendredi 21 décembre :**

DEUXIEME CHAINE (20 h 35) :

**Roméo et Juliette.** Une pièce de William Shakespeare, adaptée par Claude de Barma et Marcel Julian.

**Samedi 22 décembre :**

TROISIEME CHAINE (20 h 40) :

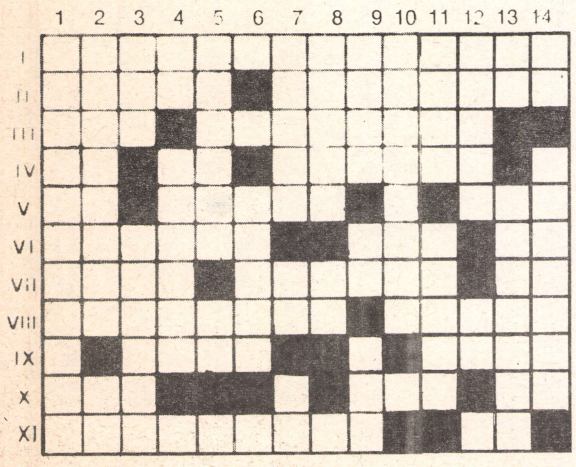
**Le devin de village.** Intermède théâtral de J.-J. Rousseau.

**Dimanche 23 décembre :**

DEUXIEME CHAINE (23 h 05) :

**CINE-CLUB.**

Cycle Buster Keaton : **Le Cameraman.**



**HORIZONTALEMENT.** — I. L'humanité future. — II. Nord américain - Conduite de biquet. — III. Trust américain renversé - Dernier mot de la politique. — IV. Dieu du soleil chez les Egyptiens - Préposition - Beau parleur. — V. Fleuve russe - Après de grands efforts - Fabrique de cadres bourgeois. — VI. Sa femme avait de la patience - Sensible à l'attrait de la lune - On mise sur le noir. — VII. En or, adoré - Reptile - A moitié. — VIII 22. au standard - Un solitaire. — IX. Comté d'Angleterre - Le maître du frisson. — X. Résidu du vin ou de la société - Le 117 y est célèbre. — XI. On lui demande à quelle sauce il veut être mangé - Pronom.

**VERTICALEMENT.** — 1. Chambre célèbre. — 2. Huiles - Pronom. — 3. Sélection - US. — 4. Conjonction - Nettoie. — 5. Plus ou moins - Dans. — 6. Classée à l'envers. — 7. Comme du vinaigre - Métal d'Outre-Rhin - Crésus en était cousu. — 8. Crible - Coutumes. — 9. Echassiers - Possessif - On l'épouse. — 10. Parure. — 11. Refuser - Pas rêvés. — 12. Grande artère - Affirmation enfantine. — 13. Lettres ailées - Salaire peu sûr en période d'inflation. — 14. Sigle syndical - Fleuron de la société bourgeoise.

### SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I | A | M | B | I | T | I | O | N |
| II | R | A | I | S | O | N | N | E |
| III | T | R | A | ■ | I | T | O | U |
| IV | I | D | I | O | T | E | ■ | F |
| V | F | I | S | T | U | L | E | S |
| VI | I | G | ■ | I | R | ■ | T | ■ |
| VII | C | R | E | T | E | S | ■ | T |
| VIII | I | A | ■ | E | S | T | E | R |
| IX | E | S | T | ■ | ■ | A | R | E |
| X | L | ■ | A | M | E | R | E | S |

# Le débat sur l'avortement : les hypocrites

**AUX dires de la grande presse, on aurait assisté jeudi et vendredi derniers, avec la discussion à l'Assemblée nationale du projet de loi sur l'avortement, à un grand débat historique, à un beau débat, passionné,** « sans bassesse et sans démagogie », **un débat éminemment** « respectable », « simplement parce que ces députés exprimaient des choix réfléchis ou faisaient part d'expériences profondément ressenties »... **comme écrit** Le Monde **du 15, qui affirme :** « Incontestablement, l'Assemblée et le gouvernement sortent grandis de leur confrontation ». **Incroyable, mais vrai !**

**Certes, députés et représentants du gouvernement ont, avec une certaine conscience professionnelle, rempli leur contrat : parler, parler, débiter de belles phrases, toutes plus longues et plus ronflantes les unes que les autres, s'apostropher dramatiquement, congratuler ou injurier le voisin, applaudir ou huer ; ils ont fait, jeudi et vendredi, du beau cinéma, un spectacle cinq étoiles pour les milieux politiques qui aiment ce genre de western... mais pas pour les femmes qui, dans le pays, suivaient attentivement.**

**Car gouvernement et députés n'ont rien décidé ! Cette joute oratoire, qu'on a dit belle, a conduit... au renvoi, en avril et en commission, du débat sur l'avortement ! Quelle monstrueuse hypocrisie !**

**Et la médaille de l'hypocrisie revient sans conteste aux hommes du gouvernement. A ce monsieur Taittinger, entre autres, garde des Sceaux de son état, qui, après s'être illustré par un violent réquisitoire contre la loi répressive de 1920, par une sévère dénonciation de la misère morale et matérielle des femmes du peuple livrées aux faiseuses d'anges et à leurs propres aiguilles à tricoter, a ensuite déclaré ne pas s'opposer à ce que le débat soit renvoyé. Et lui, qui le jeudi déclarait :** « Mille avortements clandestins se produisent chaque jour en France. Un avortement clandestin sur mille est mortel », **acceptait volontiers le lendemain que la loi meurtrière actuelle reste en vigueur, au moins encore quatre mois, c'est-à-dire qu'elle tue encore une centaine de femmes ! Est-ce autre chose, de la part du gouvernement, que de l'homicide volontaire, du meurtre avec préméditation ?**

**A nouveau, le débat sur l'avortement a révélé la bassesse et l'hypocrisie de l'appareil politique de la république dite « démocratique » française et son caractère profondément réactionnaire.**

**Car les propos d'un Taittinger ne leurrent personne : le drame quotidien vécu par des milliers de femmes n'empêche pas ce monsieur de dormir. Ce qui le gêne le plus, lui, ministre de la Justice, chargé par son gouvernement de faire respecter la loi, ce n'est pas que cette loi soit** « à la fois archaïque, inadaptée, inefficace, inhumaine, injuste enfin », **comme il n'a pas craint de le dire. C'est que le gouvernement soit devenu incapable de la faire respecter ! C'est que tous les jours, à son nez et à sa barbe de ministre de la Justice, cette loi soit bafouée ! Taittinger n'a pas caché son véritable problème :** « A partir du moment où une législation qui se veut répressive n'est appliquée qu'une fois sur mille, le principe du respect de la loi, qui est la base même de l'Etat et de la démocratie, se trouve à ce point bafoué... qu'il faut en changer », **a-t-il déclaré, pour conclure de la sorte :** « ...La loi répressive peut être ouvertement violée sans réaction des pouvoirs publics... Cette situation, je le dis nettement, est intolérable pour la justice et pour notre pays ».

**Ces propos révèlent la véritable préoccupation du gouvernement, le pourquoi de ses envolées « sociales » démagogiques et hypocrites. La Loi et l'Ordre doivent être respectés. S'il n'en est rien, mieux vaut en changer pour sauver la face.**

**En fait, les femmes, les médecins et les organisations qui, depuis plusieurs mois, militent pour la liberté de l'avortement et de la contraception, qui sont descendus dans la rue pour cela et qui ont décidé de ne plus respecter cette loi inique et de le faire ouvertement, ont infligé au gouvernement plus de camouflets qu'il n'en peut supporter. Le gouvernement, à bout, est apparemment décidé à céder, même si la majorité sur laquelle il s'appuie, au mépris de la volonté de la grande majorité des femmes, s'accroche encore désespérément aux préjugés les plus moyenâgeux de la morale catholique hypocrite.**

**C'est une victoire de tous ceux qui sont engagés dans la lutte pour l'abrogation d'une législation honteuse, une victoire partielle qui ne peut que nous encourager à aller plus résolument de l'avant.**

Michelle VERDIER.

## Fanfaronnades et combats à fleurets mouchetés :

# MARCELLIN DEVANT L'ASSEMBLÉE NATIONALE

ECŒURANT spectacle que cette discussion sur les écoutes téléphoniques à l'Assemblée nationale !

Ecœurant spectacle d'abord de ce ministre de l'Intérieur jouant les matamores, posant au suprême gardien de l'Etat, victime comme tel d'une cabale montée de toutes pièces, hurlant à la subversion, déclarant la guerre à l'opposition. Les applaudissements nourris ont montré que ce langage a plu à la droite la plus bornée du monde ; elle y a trouvé le reflet de sa bêtise sans limite et les propos musclés qu'elle attend de ses hommes politiques. Mais, sur les écoutes téléphoniques, sur l'affaire du **Canard Enchaîné,** rien ou presque. Si ce n'est quelques phrases embarrassées, destinées à la défense et non à l'explication. Et c'est ainsi qu'on a pu entendre le premier flic du pays s'apitoyer sur lui-même, en répétant que c'est à l'accusation de prouver et non à l'accusé. On sait comment les sbires de Marcellin appliquent ce principe tous les jours...

Ecœurant spectacle encore que toute cette discussion à l'Assemblée, dans cette atmosphère de complicité entre majorité et opposition qui s'est dégagée, au-delà des outrances verbales. **« Il y a des devoirs qui s'imposent à tous les gouvernements et, si les vicissitudes de la vie politique vous chargeaient des responsabilités qui sont aujourd'hui les nôtres, vous seriez gênés de vous être enfermés dans un système inadapté aux nécessités de notre époque »** rappelle l'UDR Marette à la gauche. En d'autres termes, moins élégants, comment diable voulez-vous gouverner sans écoutes téléphoniques ? Exhortation au « sens de l'Etat », à laquelle Defferre fit écho dans sa réponse à Marcellin, en assurant à celui-ci : **« Tant que vous exercez vos fonctions de ministre de l'Intérieur, nous vous respectons comme tous les autres ministres ».**

Entre ministres du passé, du présent et de l'avenir ; entre membres de cette « classe politique » qui se passent et se repassent les postes ministériels et les sinécures politiques, on se respecte car finalement on est du même monde, celui des serviteurs de la bourgeoisie.

Dans cette « classe politique », on s'indigne, certes, des écoutes téléphoniques, surtout quand on les utilise entre soi. On s'en indigne en protestant contre l'atteinte aux libertés individuelles — et, de fait, il y a de quoi en être indigné.

Mais les écoutes téléphoniques ne sont qu'une goutte d'eau dans la mer des atteintes aux libertés individuelles. C'est tous les jours que la police « contrôle », fouille, vérifie, arrête sans raison. C'est tous les jours que des travailleurs immigrés, des jeunes constatent à leurs dépens que la liberté individuelle est une formule creuse qui n'a quelque contenu que pour les riches, mais pas poux eux.

Mais ces atteintes aux libertés individuelles, qui sont le lot quotidien de tant de gens, n'atteignent pas ou atteignent rarement ceux du monde politique, parlementaires comme journalistes. Dans ce petit monde, les micros clandestins du **Canard Enchaîné** ont soulevé une tempête d'indignation — et tant mieux, même si cette indignation n'est pas sincère pour beaucoup.

Mais jamais, au grand jamais, pareille tempête n'a été soulevée contre les vexations qui attendent certains à chaque coin de rue, contre les tabassages dans les cars de police ou au commissariat, comme cela, pour rien, sans raison, parce qu'on est arabe, travailleur ou jeune, contre le fait que la majorité de la population est livrée, à des degrés divers, à la hargne policière tous les jours de la semaine.

Tous les milieux politiques — et jusqu'au **Figaro** — envisagent aujourd'hui la démission de Marcellin, parce que ses sbires ont posé des micros clandestins au **Canard Enchaîné.** (Il n'en était pas même question lorsque des policiers ont froidement assassiné un travailleur nord-africain dans un commissariat de Versailles.)

Pour les milieux politiques de la bourgeoisie, au pouvoir comme dans l'opposition, les libertés individuelles se mesurent à l'aune de leurs propres libertés. Mieux vaut certes protester contre quelques marcellinades seulement plutôt que de se taire ; mais, avec de tels protagonistes, l'empoignade sur les libertés politiques ne peut guère dépasser les limites d'une mesquine comédie...

**Georges KALDY.**

**Le travail des « plombiers » de Marcellin au** Canard Enchaîné.

(Ph. AFP)